

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

ESQUISSE D'UNE HISTOIRE RELIGIEUSE
DU PAYS DE MONTBÉLIARD
de la Révolution Française au Concordat

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

Et soutenue publiquement le 16 juillet 1898, à 10 heures du matin

PAR

Frédéric CHENOT

PARIS
IMPRIMERIE D'OUVRIERS SOURDS-MUETS
37, faubourg Saint-Jacques.

1898

ESQUISSE D'UNE HISTOIRE RELIGIEUSE

du Pays de Montbéliard

de la Révolution au Concordat

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

ESQUISSE D'UNE HISTOIRE RELIGIEUSE
DU PAYS DE MONTBÉLIARD
de la Révolution Française au Concordat

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

Et soutenue publiquement le 16 juillet 1898, à 10 heures du matin

PAR

Frédéric CHENOT



PARIS

IMPRIMERIE D'OUVRIERS SOURDS-MUETS

37, faubourg Saint-Jacques.

1898

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

Examineurs de la Soutenance

M. SAM. BERGER, Président de la soutenance
MM. S. BERGER
AD. LODS
J. RÉVILLE

} Examineurs.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions
particulières du candidat.

AVANT-PROPOS

A l'époque de la Révolution française, le Pays de Montbéliard comprenait le comté de Montbéliard proprement dit et les quatre seigneuries adjacentes d'Héricourt, de Blamont, de Clémont et du Châtelot.

Le comté appartenait en toute souveraineté à la maison de Wurtemberg jusqu'en 1793. A l'époque de sa réunion à la France, il comprenait 17 paroisses avec 21 pasteurs : Allainjoie, Audincourt, Bavans, Bethoncourt, Beutal, Clairegoutte, Couthenans, Désandans, Etobon, Etupes, Mandeure, Montbéliard (Saint-Martin, 3 pasteurs ; Saint-Georges, 2 pasteurs ; Saint-Maimbœuf, 2 pasteurs), Saint-Julien, Trémoins et Valentigney.

Les quatre seigneuries appartenaient définitivement à la France depuis un demi-siècle environ. Par la convention de Versailles du 10 mai 1748, le Wurtemberg en avait abandonné la souveraineté à la France et le prince n'en avait conservé que le domaine utile, c'est-à-dire les revenus seigneuriaux. Il y était en outre propriétaire d'importants domaines. La population des quatre terres était en grande majorité luthérienne ; des curés avaient cependant été établis dans quelques localités par les armes victorieuses de Louis XIV et par le gouvernement de Louis XV. Ils s'étaient emparés des églises, des presbytères et des cimetières et l'exercice du culte protestant avait été interdit

dans plusieurs paroisses. En 1789, il ne restait plus en fonctions dans la terre d'Héricourt que deux pasteurs, G.-F. Méquillet à Héricourt et P.-N. Cuvier à Brevilliers ; il en restait trois dans celle de Blamont, G.-L. Kilg à Blamont, J.-C. Perdrizet à Vandoncourt et G.-F. Diény à Roches. Les terres du Châtelot et de Clémont étaient privées de ministres. Avaient été supprimées les paroisses de Chagey, Glay Longeville, Montécheroux, Saint-Maurice et Seloncourt.

Les souffrances endurées par les protestants des quatre seigneuries, les réclamations qu'ils adressèrent aux Etats généraux, la restitution qui leur fut faite de tous leurs biens ecclésiastiques par l'Assemblée constituante ont fourni la matière d'un travail spécial publié en 1889 par mon père sous ce titre : *Les Eglises des Seigneuries de la principauté de Montbéliard pendant la Révolution française.*

L'annexion du comté de Montbéliard à la France et le rôle politique joué à cette époque tant à Versailles qu'à Besançon par le pasteur Kilg, de Blamont, ont été étudiés par M. Armand Lods dans ses deux beaux ouvrages : *Bernard de Saintes et la réunion de la principauté de Montbéliard à la France* et *Les Eglises protestantes de l'ancienne principauté de Montbéliard pendant la Révolution.*

Dans une intéressante monographie, insérée en 1887 dans les *Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard*, feu M. le pasteur Roy, de Bussurel, a rendu compte de l'attitude politique des pasteurs du Pays de Montbéliard à l'époque de la Révolution.

Une question restait à étudier, celle des mesures prises

à l'égard du culte, des pasteurs, des églises et des presby-
tères pendant l'époque révolutionnaire. Elle fait plus spé-
cialement l'objet de ce travail. On comprendra, dès lors,
que je ne m'étende pas sur les matières traitées dans les
ouvrages énoncés plus haut. Mais je tiens à citer tout par-
ticulièrement ici le très intéressant travail de M. le pasteur
Viénot, qui a paru au moment où je terminais cette étude,
sur le régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans
l'ancienne principauté de Montbéliard, de 1793 à 1801.

Mes sources ont été tout d'abord les anciens registres de
délibérations municipales conservés dans les archives de
Montbéliard et des villages environnants.

Les textes juridiques sont empruntés à la *Revue de droit
et de jurisprudence des églises protestantes*, actuellement
dirigée par M. A. Lods.

M. le pasteur Viénot, de Montbéliard, a bien voulu
me communiquer de très importants documents inédits,
l'un concernant le curé Cordienne, l'autre relatif à un dis-
cours prononcé par un laïque à la tribune du temple de
l'Etre suprême à Montbéliard. Le troisième mérite une
mention spéciale; sous forme d'un volumineux mémoire
adressé au conventionnel en mission Saladin, à la date du
28 prairial an III (16 juin 1795), c'est une dénonciation en
règle contre les autorités révolutionnaires et terroristes de
Montbéliard pendant l'année 1794 et les premiers mois de
1795; j'en ai extrait les passages relatifs au culte. M. Viénot
m'a également communiqué quelques pages détachées du
registre de délibérations de la commune de Clairegoutte (1),

(1) Ce registre appartient depuis de longues années à la famille Jeanmaire,

plusieurs extraits du registre de délibérations du Conseil général de Bethoncourt et du livre de raison du pasteur Belorce. Il m'a en outre indiqué l'auteur de quelques pages manuscrites conservées à la bibliothèque de Besançon dans les papiers Duvernoy et concernant notre histoire religieuse à l'époque révolutionnaire. Elles seraient, selon lui, de l'écriture de M.-D. Morel, ancien pasteur français à Stuttgart, que la Révolution trouva à Montbéliard, son lieu natal, où il avait désiré venir finir ses jours. Je les cite ainsi : *Notes Morel*. — Pour ces diverses communications j'adresse à M. Viénot mes remerciements les plus sincères.

Mon père a mis à ma disposition sa collection de documents révolutionnaires. Il m'a dirigé de ses conseils qui m'ont été d'un grand secours. Je lui adresse ici l'expression de ma vive reconnaissance.

Malgré les imperfections de ce travail, j'espère que l'on voudra bien tenir compte de l'intention que j'ai eue d'être précis et de la bonne volonté que j'ai mise à trouver quelques documents non encore publiés.

Le sujet avait, je l'avoue, à mes yeux, un vif intérêt. Il ne s'agissait pas seulement d'étudier l'histoire d'une Eglise locale, mais d'apporter ma modeste contribution à l'étude d'une question très délicate, très grave et qui est d'un intérêt général. Comment se fait-il que, dans le Gard, en Alsace, à Montbéliard, et en général dans toute la France, les pasteurs qui avaient si vaillamment supporté l'oppression catholique, se soient montrés si faibles en face des mesures révolutionnaires prises contre l'Eglise ? Sans doute,

nous trouvons, à ce moment, dans le corps pastoral, d'admirables exemples de fermeté et même d'héroïsme, mais en général, il semble que les troupeaux ont opposé aux mesures révolutionnaires prises contre l'Eglise plus de résistance que les pasteurs, formés à l'école de la philosophie du XVIII^e siècle.

Une psychologie du pasteur révolutionnaire aurait sa place ici. Il serait intéressant de chercher à comprendre l'état d'esprit de ces hommes, épris des idées de liberté, qui crurent un moment que l'enseignement de la morale et le commentaire des lois pourraient tenir la place de la prédication évangélique. Remarquons toutefois que les pasteurs les plus empressés à transformer leur ministère sont ceux des Seigneuries, soumises depuis 1748 à l'autorité du Roi et aux mesures tyranniques qui avaient si lourdement pesé sur les Eglises. Au contraire, les églises du comté de Montbéliard proprement dit et leurs pasteurs ont montré beaucoup plus de fermeté : ces églises éprouvaient moins vivement les bienfaits de la liberté naissante et voyaient mieux combien cette liberté était elle-même tyrannique. Mais, surtout, il faudrait montrer comment dans notre clergé, de même que dans le reste de la France, les idées courantes sur la religion et la morale distinguaient peu l'Evangile de la philosophie. Quoi qu'il en soit, les documents nous manquent pour cette étude. Si l'on parlait beaucoup, on écrivait peu, dans notre pays, à cette époque. Le registre municipal de Roches-lès-Blamont est le seul qui nous ait permis de lire dans l'âme du pasteur révolutionnaire. On trouvera, il faut l'espérer, d'autres documents, et alors il sera néces-

saire d'étendre à toutes les parties de la France cette intéressante étude psychologique (1).

Reste une autre question qui présente également un intérêt général et que d'autres, plus expérimentés que moi, pourront trancher avec plus d'autorité : Le régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat s'est-il montré viable pendant la période qui a précédé les Articles organiques de 1801 ? Oui, nos Eglises ont vécu, mais avec peine. Certaines ont montré, il est vrai, un zèle digne de tout éloge et ont augmenté le nombre de leurs pasteurs ; d'autres, la majorité, ont affligé le cœur de ceux qui travaillaient à leur bien. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'institution de 1801 fut regardée comme un grand bienfait pour nos Eglises, ainsi que, du reste, pour toutes les Eglises de France.

(1) Pour l'Alsace et pour Paris, on trouvera des documents intéressants dans le livre de M. J. Schneider : *Geschichte der evang. Kirche des Elsass in der Zeit der franz. Revolution* (Strasbourg, 1890), et dans celui de M. Armand Lods : *L'Eglise réformée de Paris pendant la Révolution* (Paris, 1889).

OUVRAGES CONSULTÉS

J. SAUZAY. — Histoire de la persécution révolutionnaire dans le département du Doubs, 10 volumes, in-12. Besançon, 1867-1873.

(G. Goguel). — Précis historique de la Réformation et des Eglises protestantes dans l'ancien comté de Montbéliard et ses dépendances. Paris et Valence, Marc Aurel, 1841, in-12.

Ch. ROY. — Attitude politique des pasteurs de Montbéliard aux premiers temps de la Révolution française. *Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard*, 1887, t. XVIII, p. 23 et à part.

A. LODS. — Bernard de Saintes et la réunion de la principauté de Montbéliard à la France. Paris, Fischbacher, 1888. (Extrait des *Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard*, t. XIX, p. 117).

A. CHENOT. — Les églises des seigneuries de la principauté de Montbéliard pendant la Révolution française, Montbéliard, Barbier, 1889. (Extrait des *Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard*, t. XX.)]]

A. LODS. — Les églises protestantes de l'ancienne principauté de Montbéliard pendant la Révolution et le Pasteur Kilg (1789-1802). Paris, Fischbacher, 1890. (Extrait du *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme fran-*

çais, t. XXXIX, p. 337).

L'Abbé TOURNIER. — Le catholicisme et le protestantisme dans le pays de Montbéliard, Besançon, P. Jacquin, 1894.

J. VIÉNOT. — La vie ecclésiastique et religieuse dans la principauté de Montbéliard au XVIII^e siècle. Paris, Fischbacher, 1895.

LE MÊME. — Le régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans l'ancienne principauté de Montbéliard de 1793 à 1801. *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. XLVI, 1897, p. 561 et à part.

F.-A. AULARD. — Etudes et leçons sur la Révolution française. Paris, Félix Alcan, 1898.

A. LODS. — Les Eglises luthériennes d'Alsace et du Pays de Montbéliard pendant la Révolution. *Revue chrétienne*, XLV^e année (3^e série, t. VII, p. 412). 1^{er} juin 1898.

ESQUISSE
D'UNE HISTOIRE RELIGIEUSE
DU PAYS DE MONTBÉLIARD
DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE AU CONCORDAT

CHAPITRE I

L'Assemblée Constituante.

(5 Mai 1789-29 Septembre 1791).

L'Assemblée Législative.

(1^{er} Octobre 1791-21 Septembre 1792.)

Les habitants protestants des quatre Seigneuries d'Héricourt, de Blamont, de Clémont et du Châtelot accueillirent avec joie la nouvelle de la prise de la Bastille et les premiers décrets de l'Assemblée nationale abolissant le régime féodal et proclamant, dans la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen*, la liberté civile, l'admission de tous les citoyens à tous les emplois publics, leur égalité devant la loi ainsi que la liberté de conscience et de culte. Une ère nouvelle s'ouvrait pour eux, l'ère de la justice, de la liberté et du bonheur.

Les pasteurs prenaient part à l'enthousiasme général; il se manifesta lors de la célébration de la première fête de la fédération le 14 juillet 1790. Cette fête fut célébrée dans

toutes les communes ; les citoyens prêtèrent le serment civique d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi. Voici la relation de la célébration de cette fête à Roches-lès-Blamont :

« A onze heures, on s'est rendu, catholiques et protestants, dans le temple de ces derniers pour y célébrer le Dieu des armées et implorer sa puissante et paternelle protection. Là, le ministre Diény a adressé un petit discours que son patriotisme lui inspirait en faveur de nos dignes Représentans...., en faveur de notre roi chéri..., en faveur de la Constitution...., en faveur de la nation entière...., en faveur des nouveaux corps administratifs, auxquels le peuple, usant pour la première fois de sa liberté, vient de donner sa confiance, pour toutes les gardes nationales du royaume, ces appuis inébranlables de nos lois constitutionnelles, pour toutes les troupes réglées, leurs dignes compagnons d'armes, pour un retour sincère à des sentiments patriotiques de la part des citoyens égarés qui se sont montrés jusqu'ici les ennemis de la Constitution..., enfin, pour l'union et la paix tant dans l'intérieur du Royaume qu'au dehors. « Disparaissez, a-t-il dit en finissant son discours, disparaissez, désir de vengeance, qui multipliait les disputes au lieu de les éteindre, vil intérêt qui rendait les hommes insensibles, barbare orgueil qui nous empêchait de voir dans nos semblables d'autres nous-mêmes, jalousies qui aigrissiez les cœurs l'un contre l'autre, esprit de querelle et de discussion qui souvent arma citoyens contre citoyens, amis contre amis, frères contre frères, aveugle fanatisme qui a tant de fois déshonoré la religion

du Dieu de paix, disparaissent, dis-je, monstres sortis des enfers pour le malheur de l'humanité! Et vous, charité, douceur, tendresse, amitié, bienveillance, concorde aimable, délicieux présents du ciel, venez faire le charme de notre vie en embrasant nos cœurs de vos feux les plus purs. Amen. » Après le discours, l'on a chanté le *Te Deum*. Ayant ainsi rendu à Dieu le juste tribut de louanges et d'actions de grâce que nous lui devons, nous nous sommes rendus au pied d'un autel de gazon dressé au pied d'un chêne antique et au-dessus duquel se lisait cet écriteau : « Ici se prononce le serment de vaincre ou de mourir pour la liberté. » Le ministre a commencé par bénir et consacrer l'autel, après quoi, il a invité le corps respectable de la municipalité à donner l'exemple du civisme en prêtant le serment.....

« La garde nationale est montée ensuite sur l'autel par pelotons et a juré les armes à la main, en faisant l'exercice et sous le drapeau qui avait pour devise *la Loi et le Roi*.... Après ce serment si cher à leur cœur, ils sont descendus de l'autel, et les filles, qui faisaient partie du cortège, ornées de rubans couleur de la Nation et ayant à leur tête l'épouse du pasteur avec sa famille, leur ont présenté des bouquets et les ont invités à des danses champêtres dans lesquelles on a répété avec les plus vifs transports les cris de « Vive la Nation! Vive les Lois! Vive le Roi! » et ces danses ont été terminées par les santés les plus chères. Sur le soir, nous avons fait dresser un feu de joie, autour duquel nous avons tous, de concert, renouvelé et nos serments et nos transports. Puisse ce jour heureux être béni du ciel et que les

douces espérances qu'il nous fait concevoir ne se démentent jamais. Amen ! (1) »

Le décret de l'Assemblée nationale du 9 septembre 1790, obtenu par le pasteur Kilg, de Blamont et sanctionné par le roi le 18 du même mois, combla les vœux de nos populations. On sait qu'il portait que « les protestants de la Confession d'Augsbourg, habitant les quatre terres de Blamont, Clémont, Héricourt et Châtelot continueraient désormais à jouir de l'exercice public de leur culte avec tout ce qui en dépend, et que les atteintes qui pourraient y avoir été portées seraient regardées comme nulles et non avenues. » Les iniquités commises dans le passé allaient disparaître, la reconnaissance s'imposait à tous les cœurs.

Avec quelle joie les pasteurs prêtaient le serment civique ! Écoutons encore Diény, de Roches, prononçant dans son église, au sermon du deuxième dimanche de février 1791, les paroles suivantes :

« Messieurs et Mes Frères, quoique le décret de l'auguste Assemblée nationale qui oblige tout ecclésiastique, fonctionnaire public du royaume, à prêter le serment d'être fidèle à la constitution nouvelle qui vient d'être donnée au peuple pour son bonheur par ses dignes représentants, de concert avec son roi bien-aimé, ne nous oblige qu'indirectement, nous les ecclésiastiques de la Confession d'Augsbourg, et que, de plus, j'aie déjà prêté plusieurs fois avec vous le serment ordonné, je me fais un devoir sacré de le renouveler aujourd'hui en votre présence. Ce serment porte

(1) *Roches-lès-Blamont. Reg. Mun.*

sur les objets les plus précieux... sur la *Nation* dont je fais partie, moi et les miens ; sur la *Loi*, sur cette loi puisée dans le Code divin et qui a pour base l'Évangile du Dieu de paix et de charité que nous adorons ; sur le *Roi*, sur le Père de la Patrie, sur ce prince bienfaisant, digne rejeton du grand Henri ; enfin sur la *Constitution*, c'est-à-dire sur la partie des lois fondamentales du royaume qui doivent à jamais assurer notre bonheur et notre liberté... Ah, mes frères, croyez-le, c'est du fond de mon cœur que je renouvelle dans cette chaire de vérité le serment qui m'attache déjà depuis longtemps à ces objets si chers. Je serai toujours fidèle à la *Nation*, je me voue tout entier au bien public, je n'ambitionne d'autre gloire que celle de pouvoir être utile à mes concitoyens et mon plus grand plaisir sera toujours de les voir prospérer. J'obéirai toujours à la *loi*, elle est égale pour tous, la soumission entière que je lui voue n'a pour moi rien que de délicieux... et mon *roi*, le bon roi, le roi citoyen, le premier instrument de notre bonheur, le restaurateur de notre liberté, je le chérirai toujours, je le bénirai toujours. Et la *Constitution*, je la révere comme la sauvegarde de notre liberté, je n'y pense qu'avec admiration, elle fait les délices de mon cœur... Tels sont mes sentiments... Grand Dieu, reçois le serment dicté par mon cœur, c'est sous tes yeux que je le prononce. Daigne l'entendre et le bénir. Amen (1) ».

Avec quel empressement les mêmes pasteurs assistaient aux solennités patriotiques et y associaient la religion chré-

(1) *Roches. Reg. mun.* — Pour la prédication des pasteurs à cette époque voir Viénot, *op. laud.*, p. 279 et suiv.

tienne, avec le plein assentiment de leurs paroissiens ! Rien n'est plus intéressant, plus touchant que la relation de la célébration, par les communes du canton de Blamont, de la fête du 14 juillet 1791 (1). On me pardonnera la longueur de la citation en raison de l'importance du document et de la place qu'y occupent deux pasteurs.

Dès le matin « les dix communautés presque toutes protestantes et de la religion évangélique de la Confession d'Augsbourg se sont préparées à la célébration de la fête. Celles qui ont eu le bonheur de conserver l'exercice de leur culte, de leurs églises et de leurs ministres, telles que les paroisses de Roches et de Vandoncour, ont commencé par le service divin dans leurs églises réciproques, mais celles qui ont eu le malheur d'en être privées, comme les villages de Seloncour et de Bondeval, n'ont pas eu cet avantage et se sont bornées à quelques exercices et évolutions préparatoires de leurs gardes nationales... Dans les églises de Roches et d'Audechaux, le sieur Diény qui en est le pasteur a prononcé un discours analogue aux circonstances de la fête et où il a fait briller les sentiments d'un pur et vrai patriotisme... A Vandoncour, les quatres gardes nationales de Bocour, Dâle, Hérimoncour et Vandoncour s'étant réunies au milieu du village, elles se sont mises en marche et sont entrées majestueusement dans l'église, ensuite venaient les filles des quatres villages proprement

(1) Verbal de la fête renouvelée le 14 juillet 1791 par les communautés de Seloncour, Bondeval, Audincour, Hérimoncour, Roches, Audechaux, Ecurcey, Vandoncour, Dâle et Bocour, dans le canton de Blamont, district de Saint-Hipolite, département du Doubs, en mémoire de l'heureuse révolution arrivée en France à pareil jour de l'année 1789. — *Mairie de Seloncour*.

vêtues et ornées de rubans aux trois couleurs de la nation. Puis les quatre municipalités revêtues de leurs écharpes, enfin la foule des paroissiens et d'un grand nombre de spectateurs. Tout estait rempli et pressé, le chœur, la tribune, les nefs, les portes et, quoique l'église soit passablement grande, elle a été bien loin de pouvoir contenir la multitude, plusieurs sont restés dehors et entourraient l'église. On a commencé le service divin tel qu'il se pratique dans les églises protestantes. Après les préliminaires, le ministre Perdrizet est monté en chaire et a fait le service ordinaire du jour, ensuite le ministre est descendu et, à la fin du service, il est allé devant l'autel, où il a prononcé un discours plein d'énergie et de patriotisme et analogue au jour de la fête et à la bénédiction qu'il allait faire des trois drapeaux d'Hérimoncour, de Vandoncour et de Bocour. Ces discours finis, les capitaines des trois gardes nationales ont déployé les trois drapeaux et les ont présentés au ministre. Celui-cy les a pris et les a bénis, de la manière qu'il avait déjà béni, il y a un an, celui de Seloncour au champ de la Fédération. Au nom de l'Eternel des armées, il a instamment prié l'Être suprême de vouloir faire en sorte que ces drapeaux ne soient jamais employés que pour la justice, c'est-à-dire pour l'honneur et la gloire de la Nation, pour l'exécution de la loi, pour le maintien de la Constitution, pour la défense de la liberté, pour le service, le bien et le salut de la patrie. Il a surtout supplié ce Dieu des armées que tous ceux qui combattront désormais sous ces drapeaux pour de si justes causes, trouvent la gloire, l'honneur et la victoire dans tous les combats, et qu'après avoir obtenu et procuré

une paix solide et glorieuse à la Nation, utile et avantageuse à la patrie, ils reviennent ensuite triomphans auprès de leurs foyers et les rapportent au milieu de nous, comblés d'honneur, chargés de gloire et couverts de lauriers. Pendant tout le service, les gardes nationales sont demeurées debout et sur leurs armes et après que le ministre a eu béni le peuple, les gardes nationales sont sorties dans le même ordre qu'elles étaient entrées, après, les filles et les municipalités. Cette première cérémonie s'est terminée par des évolutions et des décharges d'armes à feu et au son des tambours. Elle a été une des plus belles de la fête. »

Le lieu fixé pour le rendez-vous des communes et la célébration de la fête était « le Tronchet » plateau situé un peu au delà de Seloncourt, dominant Berne du côté de Vandoncourt et baptisé depuis l'année précédente du nom de Champ de la Fédération. Au milieu avait été construit un autel de gazon. « Cet autel est quarré, ayant quatre faces égales, de chacune seize pieds de largeur et environ 9 ou 10 pieds de hauteur, ces quatre faces regardent les quatre points cardinaux du monde, l'orient, l'occident, le midy et le septentrion. Chaque face a quatre ou cinq gradins assez larges pour y monter trois ou quatre de front, de sorte qu'on y monte également de tous les côtés. Au-dessus des gradins est une plate-forme au milieu de laquelle s'élève une pyramide de forme quarrée, les quatre angles de l'hôtel sont quatre exhaussements surmontés de quatre colonnes fort élevées. Cet autel était orné et entièrement couvert de fleurs jusqu'aux gradins ; les colonnes étaient entourées de guirlandes, la pyramide centrale portait plusieurs figures

avec un grand nombre d'inscriptions toutes relatives à la fête et se terminait en haut par une belle grande couronne de fleurs qui représentait le bonnet de la liberté, l'ensemble de cet autel fournissait un coup d'œil vraiment imposant et admirable. »

L'heure fixée pour se rendre au champ de la Fédération approchant, on se mit en marche. « Les quatre municipalités d'Hérimoncour, Vandoncour, Dâle et Bocour, ayant à leur tête le ministre de Vandoncour, marchaient les premiers, ensuite les filles, puis les gardes nationales des quatre villages, les tambours battans aux champs et enfin une multitude immense de spectateurs. » D'un autre côté arrivaient les six communes de Seloñcourt, Bondeval, Audincourt, Roches, Autechaux et Ecurcey ayant à leur tête M. de Cléric et le pasteur Diény. « C'était un spectacle bien imposant que de voir cette colonne arriver au champ de la Fédération, pendant que celle de Vandoncour arrivait de l'autre ; les deux colonnes s'avançant contre l'autel, drapeaux déployés et tambours battants, au milieu d'une multitude immense de spectateurs non seulement du pays mais d'étrangers des pays voisins. Nous vous prions, se disaient réciproquement les deux colonnes, en s'approchant l'une de l'autre, nous vous prions, Messieurs, de nous regarder et nous recevoir dans votre sein, comme des frères qui venons jurer avec vous sur l'autel de la liberté, fraternité, union et concorde, non seulement avec toutes les gardes nationales qui sont icy présentes et qui ont bien voulu entrer dans cette confédération, mais encore avec toutes les gardes nationales de l'Empire. Telles sont les expressions dont se sont servis

M. de Cléric et le ministre de Vandoncour, qui portaient la parole au nom des deux colonnes. »

Puis la cérémonie commença. Les gardes nationales des dix communes formaient le carré autour de l'autel. Dans l'enceinte du carré se trouvaient les officiers des gardes nationales, les dix municipalités et les deux pasteurs Diény et Perdrizet.

« Les deux ministres sont montés sur l'autel et se sont placés aux deux côtés de la pyramide : là, le ministre de Vandoncour a préparé l'assemblée par un discours analogue à la circonstance et où il a exposé le motif de la fête et expliqué le sujet de la confédération et a ensuite commencé l'action par l'invocation du saint nom de Dieu, l'auteur de toute bénédiction. Après cela, il a béni, consacré et dédié l'autel au Dieu tutélaire et protecteur de la patrie et de notre liberté, et en finissant cette consécration, il a dit : « C'est icy, c'est sur cet autel de la liberté qu'on jure au nom du Dieu vivant et à la face du ciel et de la terre, fraternité, union et concorde avec toutes les gardes nationales du royaume et les troupes de ligne, nos frères d'armes ; c'est icy, sur cet autel de la liberté qu'on promet de voler au secours de nos frères partout où besoin sera et qu'on forme le solennel engagement de vaincre ou de mourir et par conséquent de combattre avec courage et jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le service, le bien et le salut de la patrie, pour l'honneur et la gloire de la nation française dont nous faisons partie, pour l'exécution des lois décrétées par l'auguste Assemblée nationale, pour la défense de la glorieuse liberté que nous avons conquise et pour le

maintien de notre sainte et heureuse Constitution qui va faire le bonheur de tout l'Empire. » Cette consécration a été suivie du roulement de tous les tambours et de plusieurs décharges des armes à feu qu'ont faites les gardes nationales. »

Les pasteurs étant descendus de l'autel, M. de Cléric, y étant monté avec les officiers, procéda à la prestation solennelle du serment décrété par l'Assemblée nationale.

« Cela fait, les deux ministres sont remontés sur l'autel et s'étant placés comme la première fois, celui de Vandoncour a repris la parole et a dit qu'en reconnaissance du grand bienfait que le ciel nous a procuré par la prise de la Bastille et la destruction de la tyrannie qui a fait place à une douce et heureuse liberté, qu'en reconnaissance de la dernière faveur que nous a accordée la Providence qui veille sur nous et sur les destinées de l'Empire et a prévenu d'une manière si marquée l'enlèvement ou la fuite du Roi qui a été repris à Varennes et ramené ensuite dans la capitale du royaume ; qu'en reconnaissance de tant de faveurs et de bienfaits de la sage Providence qui a déjoué jusqu'ici tous les affreux complots des ennemis de la patrie, il convenait de rendre à Dieu le juste tribut des bénédictions, des louanges et des actions de grâces qui lui étaient dues et a invité tous les citoyens présents à chanter le cantique du *Te Deum* pour témoigner au tout-Puissant. leur gratitude. »

Après le chant du *Te Deum* entonné par l'assistance tout entière, après des roulements de tambours et des décharges d'armes à feu, la cérémonie se termina comme elle avait commencé : « Le ministre a remercié Dieu et a prononcé la bénédiction sur l'assemblée. Il est descendu de l'autel

avec son collègue, les gardes nationales ont fait plusieurs évolutions et décharges d'armes à feu. Ils se sont ensuite retirés avec les citoyens et les citoyennes sous des tentes, dont il y avait plusieurs tant en toile qu'en verdure sur le champ de Fédération, on y a bu les santés les plus chères et l'on a passé le reste de la journée à des danses champêtres et plusieurs autres réjouissances. Enfin, sur le soir, on a quitté le champ de Fédération, et les cortèges se sont rendus chacun dans leurs endroits respectifs, dans l'espérance de renouveler l'année prochaine et les suivantes, cette auguste solennité. »

Le procès-verbal que nous venons de transcrire, rédigé par P. Doriot, secrétaire de la Fédération et signé par les maires, officiers municipaux, capitaines, par les deux pasteurs et par M. de Cléric, juge de paix du canton de Blamont, se termine par le vœu suivant qu'il est de notre devoir de transcrire : « Veuille le Dieu qui habite dans le ciel et qui veille par sa providence sur tous les événements humains, sur les révolutions des empires et en particulier sur celui des Français, faire en sorte que cette belle et heureuse journée soit vraiment bénie et que les douces espérances qu'elle nous fait concevoir particulièrement pour le recouvrement de nos églises et des biens qui en dépendent, et le rétablissement de nos ministres et de la liberté de notre culte, tels qu'ils ont été gracieusement décrétés par l'auguste Assemblée Nationale, soient bientôt réalisées. »

Les populations, on vient de le voir, étaient attachées au service divin, non moins qu'à la patrie. Les pasteurs étaient foncièrement patriotes. Et pourtant, ils ne recevaient

aucun traitement de l'État. Les recettes ecclésiastiques d'Héricourt-Châtelot et de Blamont-Clémont avaient disparu en 1790 à la suite de la suppression des droits féodaux. Le décret du 1^{er} décembre 1790, sanctionné par le roi le 10 du même mois portait, il est vrai, que « les biens possédés par les établissements des protestants des quatre terres étaient exemptés de la vente des biens nationaux, qu'ils continueraient à être administrés comme par le passé, et que les dîmes possédées par ces établissements étaient comprises dans la classe des dîmes inféodées dont l'indemnité serait prise sur les deniers du Trésor public. » Mais ce décret resta lettre morte en raison de la gravité des événements qui ne tardèrent pas à se produire. Ce fut en vain que les municipalités prirent en main la cause du culte. Le 19 avril 1792, en séance du Conseil municipal de Glay, le maire exposa « qu'il serait instant de se pourvoir incessamment par devant le département, pour le solliciter à ce qu'il daigne hâter le travail de la liquidation de l'indemnité de nos dîmes, suivant le décret du 1^{er} décembre 1790, et fournir toutes autres instructions nécessaires, concernant tout ce qui peut dépendre de l'exercice public de notre culte, en particulier concernant l'organisation de notre clergé placé et à placer, lequel doit avoir une existence aussi légale que le clergé catholique, et concernant la maison curiale au trefois occupée par nos pasteurs. » Il fut arrêté « qu'il serait envoyé incessamment une pétition au département du Doubs conjointement avec les municipalités du canton de Blamont et de Montéchéroux, à l'effet de le prier de mettre la dernière main à tout ce qui concerne l'exercice public

de notre culte. » (1) Cette démarche et autres semblables demeurèrent sans résultat (2) et les pasteurs furent réduits à se contenter, outre la jouissance de leurs biens curiaux qui, au mépris de la loi précitée, ne tardèrent pas à être vendus comme nationaux, des dons volontaires de leurs paroissiens.

Dès les premiers mois de 1792, en vertu d'actes administratifs de l'autorité départementale du Doubs, les protestants rentrèrent en possession des églises de Glay, Seloncourt, Bondeval, Montécheroux, St.-Maurice, Colombier-Fontaine, Longeville, Lougres, Autechaux, dont ils avaient été spoliés sous l'ancien régime au bénéfice du catholicisme. Ils rentrèrent aussi en possession des presbytères sis aux chefs-lieux paroissiaux et de tous les cimetières (3). Ce résultat était dû aux nombreux mémoires et démarches du pasteur Kilg. Les curés établis par la royauté dans ces localités presque entièrement protestantes n'avaient qu'à regret et conditionnellement prêté serment à la Constitution civile du clergé (4). Les journées du 20 juin et du 10

1) *Glay, reg. mun.* Délibération identique à Seloncourt le même jour.

(2) Dans sa séance du 4 septembre 1792, la municipalité de Roches déclare : « Depuis deux ans, le pasteur G.-F. Diény n'a d'autre traitement que 60 quartes de froment annuellement sur la rente du moulin d'Hérimoncourt, le restant de ses appointements qui consistaient en dîmes devant lui être payé par la nation, à titre d'indemnité, laquelle indemnité n'est point encore réglée par la raison que les administrateurs (de district et de département) n'entendent point jusqu'à présent de nous restituer les portions de nos dîmes qui nous avaient été usurpées par quelque curé dans des temps de trouble et d'intolérance » *Roches, Reg. mun.*

(3) Ils ne rentrèrent toutefois en possessions des églises de Blamont et de Chagey qu'en 1793 et de Tavey qu'en 1798. *Chenot, op. laud.* Le même : *De l'exercice des cultes dans l'église de Tavey*. Mulhouse, Bader, 1885.

(4) Rédigée sous l'influence gallicane du comité ecclésiastique de l'Assem-

août achevèrent de ruiner leurs espérances; il ne leur restait qu'à prendre le chemin de l'exil et à grossir les rangs de l'émigration. Des curés sincèrement constitutionnels furent établis à leur place, mais le ministère de ces derniers, considérés comme des intrus, fut généralement de courte durée (1).

Ajoutons qu'en vertu de la loi du 2 novembre 1789, mettant à la disposition de la Nation tous les biens du clergé et accordant aux ecclésiastiques catholiques, sur le trésor public, une pension ou traitement, les biens appartenant à des prieurés (St.-Valbert), abbayes (Luxeuil et Lure), fabriques (Héricourt, Tavey, etc.) avaient été saisis par le gouvernement comme nationaux et vendus peu de temps après. En exécution de la loi du 12 février 1790, supprimant les ordres religieux et abolissant les vœux monastiques, on avait vu disparaître les antiques abbayes de Lure et de Luxeuil. Les sujets mainmortables que la première possédait à Tavey et à Mandrevillars, de même

l'Assemblée constituante, la *Constitution civile du clergé*, établie le 12 juillet 1790 et sanctionnée à regret par le roi le 26 décembre 1790, avait pour but de créer un clergé, non plus romain, mais national. Elle répartissait les diocèses d'après les 83 départements, défendait aux évêques de demander à Rome aucune bulle d'institution, substituait à l'institution canonique donnée par le pape l'institution donnée par l'un des 10 métropolitains (archevêques), concédait aux électeurs de l'Assemblée de département, catholiques, protestants et juifs, la nomination des évêques et aux électeurs de l'Assemblée du district la nomination des curés, enfin imposait aux ecclésiastiques exerçant les fonctions de leur ministère, le serment d'être fidèles à la nation, à la loi, au roi et de maintenir de tout leur pouvoir la dite Constitution civile du clergé. Avec cette organisation nouvelle, l'Eglise catholique de France était soustraite à la suprématie du pape et placée sous la dépendance absolue du pouvoir civil. La Constitution civile du clergé fut condamnée par le Pape Pie VI dans ses brefs du 10 mars et 13 avril 1791.

(1) Héricourt fut privé de curé du 4 décembre 1793 (abdication du curé Artus) jusqu'en septembre 1803.

que ceux possédés par la seconde à St. Valbert-lès-Héricourt, Byans et Chagey, étaient devenus libres par le décret du 4 août 1789. Quand aux anciennes seigneuries d'Héricourt, Châtelot, Blamont et Clémont, elles avaient disparu en vertu de la loi des 26 février et 4 mars 1790 divisant la France en 83 départements. La première fut incorporée au département de la Haute-Saône (district de Lure) et les 3 autres au département du Doubs (districts de Baume-lès-Dames et de Saint-Hippolyte).

Par ses mesures aussi sages que libérales, l'Assemblée constituante avait bien mérité de la France tout entière. L'Assemblée législative, en abaissant la royauté et en exigeant des prêtres le serment à la Constitution civile du clergé, fraya les voies à la Convention.

CHAPITRE II

La Convention

(22 septembre 1792 — 26 octobre 1795)

Le régime républicain institué par la Convention nationale dans sa première séance fut accepté sans difficulté par les populations des anciennes seigneuries et par leurs conducteurs spirituels. La chute de la royauté, persécutrice des réformées de France, ne pouvait leur inspirer aucun regret. Pasteurs et curés constitutionnels prêtèrent le serment « d'être fidèles à la Nation, de maintenir de tout leur pouvoir la liberté, l'égalité, la sûreté des personnes et des propriétés, et de mourir à leur poste s'il le fallait pour l'exécution des lois (1). »

L'égalité était à l'ordre du jour. Le 29 octobre 1792, la municipalité d'Héricourt, « considérant que, d'après la législation nouvelle, il ne doit plus y avoir de prééminence émanant de l'ancien régime surtout dans l'église et que dans celle d'Héricourt, il y a des bancs avec portes, une tapisserie dans le banc du ci-devant magistrat et les armes des décimateurs », décide que les dites armes, portes et tapisseries seront enlevées dans la même journée (2).

(1) A Héricourt, le pasteur Méquillet et le curé Damotte, le 7 octobre 1792; à Glay, le curé Leclerc, le 4 octobre et le pasteur Fallot, le 25 novembre; à Seloncourt, le pasteur Fallot, le 12 octobre, etc., etc. *Reg. mun. d'Héricourt, de Glay et de Seloncourt.*

(2) *Héricourt, Rég. mun.*

Nombre de prêtres, hostiles à l'égalité républicaine, avaient quitté leurs paroisses et les curés constitutionnels faisaient défaut. Une partie de l'argenterie des églises devenait inutile. En exécution du décret du 10 septembre, les municipalités dressent l'inventaire des objets en or et en argent, « non indispensables au culte », objets qui, d'après le décret, devront être envoyés au directoire de district pour être convertis en numéraire et servir à la solde des armées (1).

Des arbres de liberté sont plantés et des autels de la patrie érigés dans la plupart des localités. A la même époque et conformément à la loi du 20 septembre, les registres de baptême, mariages et inhumations sont déposés par les pasteurs dans les mairies et les actes de l'état civil passent aux mains des municipalités (2).

La France était envahie par l'étranger. L'année 1793 s'ouvrit par la mort du roi. Le 6 avril, la Convention créa dans son sein un Comité de Salut public. Le 31 mai commença le règne de la Terreur et de la guillotine. Le 28 août parut le décret qui déclarait la France en révolution. Le 22 septembre, le calendrier grégorien était supprimé et remplacé par le calendrier républicain. A l'ère chré-

(1) A Héricourt, le 10 novembre. Par l'article 9, « sont exceptés des dispositions du présent décret les soleils, ciboires, calices et autres vases sacrés seulement. »

(2) A Roches le 9 décembre, à Héricourt le 1^{er} janvier 1793. — De 1793 à 1795, les municipalités désignèrent elles-mêmes celui de leurs membres qui serait chargé des fonctions d'officier de l'état civil. Elles choisirent parfois le pasteur. Ce fut le cas à Roches, pour Diény (9 décembre 1792), à Seloncourt pour Fallot (6 décembre 1792). A partir de 1795, ces fonctions furent remplies par l'agent national, et à partir de la suppression des dits agents, en 1800, elles le furent par les maires, ainsi qu'elles le sont encore aujourd'hui.

tienne fut substituée l'ère républicaine datant du 22 septembre 1792, jour de la proclamation de la République. Les mois reçurent des noms nouveaux destinés à rappeler le cours des saisons. La semaine fut remplacée par la décade; le décadi devint le jour du repos en remplacement du dimanche (1). L'année se termina par les cinq fêtes appelées sans-culotides. Les cultes chrétiens virent dès lors leur existence sérieusement menacée par l'athéisme devenu religion de l'État.

Jusqu'à l'époque où nous sommes arrivés, le Comté de Montbéliard proprement dit n'avait pas cessé d'appartenir à la maison de Wurtemberg. Le 10 octobre 1793, un membre de la Convention nationale en mission, muni de pouvoirs étendus sur les départements de la Côte-d'Or, du Doubs, du Jura, de la Haute-Saône, du Mont-Terrible et de l'Ain, Bernard de Saintes vint à la tête d'un petit corps d'armée, en prendre possession au nom de la République française. Le Comté forma dès lors un cinquième district qui fut rattaché au département de la Haute-Saône et comprit les cantons de Montbéliard, Audincourt, Désandans et Clairegoutte. Parmi les administrateurs nouveaux nommés par le conventionnel, nous trouvons comme membres de l'administration du district le citoyen Morel, ministre-pasteur de Bethoncourt, et comme juge de paix de Montbéliard le citoyen Jacques Morel, candidat. Tous deux étaient con-

(1) A la séance du 13 frimaire de l'an II (23 décembre 1793), le Conseil général de Montbéliard arrête « que tous les marchands et débiteurs de cette commune seront invités et même requis de tenir leurs boutiques et ateliers ouverts tous les jours du mois sans autre distinction que celui de la décade. » *Montbéliard. Reg. mun.*

nus pour leurs opinions politiques avancées. Il en était de même du curé de Montbéliard, Cordienne, natif de Jussey et des pasteurs Larcher, d'Etobon et Berger, de Valentigney (1).

C'était une rude époque que celle où Montbéliard devenait français. Le gouvernement déclarait une guerre à mort à toute religion positive, et à Montbéliard, on était chrétien et protestant. Mais la France était juste, généreuse, héroïque, et avait les sympathies de notre pays qui toujours avait été français de langue et de mœurs. « La généralité des habitants de Montbéliard applaudissait beaucoup aux Français qui, n'ayant pas de droit public, voulaient s'en donner un (2) ». Il n'y eut pas ombre de résistance. L'annexion fut acceptée dans les mauvais jours; en des temps moins troublés, elle eut été acclamée, surtout dans les campagnes, fatiguées des droits féodaux.

Un mois après l'annexion, par décret de la Convention, en date du 10 novembre, le culte catholique fut aboli et remplacé par le culte de la Raison qui devait se célébrer chaque décadi. Ce culte athée se propagea rapidement à travers la France. Toutes nos églises rurales en furent préservées, grâce à l'attachement invétéré des habitants et des pasteurs à la religion chrétienne et au dimanche. A Montbéliard seulement, ce fut la présence de Bernard et de la guillotine qui en provoqua la célébration.

L'église Saint-Martin devint le temple de la Raison. On y planta un arbre de la liberté et on décora la chaire et

(1) Roy, *op. laud.* et Viénot, *op. laud.* p. 181 et suiv

(2) *Mémoire à Saladin.*

l'autel de rubans tricolores. Sur l'autel fut placée une pyramide surmontée d'un drapeau. Le premier culte eut lieu le 10 décembre. Le curé Cordienne ouvre la cérémonie, il monte en chaire affublé du bonnet rouge, et commence par apostasier solennellement en déclarant qu'il n'a été jusqu'alors qu'un charlatan, après quoi, dans un discours déiste, il trouve moyen d'intercaler un fragment de discours d'un certain curé qui nie l'existence de Dieu (1). Il est suivi à la tribune par le citoyen Bonillon père, qui parle au nom du représentant du peuple, par l'ex-candidat Morel, qui fait une profession d'athéisme, par Diény, pasteur de Roches et par Fallot, candidat desservant depuis l'année précédente les protestants de Villars et de Glay (2). Diény était alors président et Fallot secrétaire de la Société populaire montagnarde et républicaine de Blamont. Quinze jours auparavant, ils avaient obtenu de la municipalité la rentrée des protestants dans l'église de Blamont, d'où ils étaient exclus depuis le règne de Louis XV (3). Leurs idées religieuses n'avaient rien de commun avec l'athéisme. Dieu était pour eux l'Être suprême et Jésus-Christ le divin législateur. Leurs discours à Montbéliard durent néanmoins se ressentir de l'état d'exaltation des esprit et être aussi politiques, sinon plus, que religieux. — Le culte de la Raison continua à être célébré à Saint-Martin chaque décadi par des membres de la Société populaire que présidait Cordienne. Le culte chrétien continua aussi à y être célébré chaque dimanche par les pasteurs.

(1) *Mémoire à Saladin.*

(2) Tournier, *op. laud.*, p. 354.

(3) Chenot, *op. laud.*, p. 83.

Le grand adversaire de la religion à Montbéliard fut moins Bernard de Saintes que l'ex-curé Cordienne et sa Société populaire.

« Ce citoyen Cordienne, au commencement de la Révolution, jouait le rôle de prêtre réfractaire à toute outrance, il attirait chez lui tous les prêtres, les religieux et les religieuses qui partageaient ses sentiments. Les communes voisines qui avaient des pasteurs constitutionnels irritaient son zèle, il criait contre le serment et les assermentés parce qu'étant en pays *alors* étranger et ne s'imaginant pas qu'il passerait sous la domination française, il n'était pas dans le cas de le prêter. Cependant, les Français arrivant à Montbéliard en 1793, Bernard, représentant du peuple, les suivit de près. Cordienne devint tout à coup révolutionnaire jusqu'à l'extravagance. Il devint irréligieux, idolâtre, athée (1). On imagine un temple de la Raison, le voilà prédicateur dans cette nouvelle religion. Affublé d'un bonnet rouge, ce champion des réfractaires, accoutumé à ramper à la cour du ci-devant prince, monte en chaire, apostasie de la manière la plus scandaleuse et vomit des blasphèmes. Il livre son autel pour être brûlé sur la place publique et danse autour du bûcher (2). Il engage Bernard de Saintes, dont le nom seul inspire de l'horreur, à se saisir des vases sacrés pour sa table toujours splendide (Cordienne, bien entendu, était du nombre des convives); c'est là qu'ils devinrent des vases d'ignominie et de débauche. On les prostitua aux plus honteux usages. Cordienne, membre de la

(1) Le 12 novembre, Cordienne renonça à tout titre et qualifications ecclésiastiques. *Montbéliard, Reg. mun.*

(2) Ce fait est contesté. Tournier, *op. laud.*, p. 373.

Société populaire par ordre exprès de Bernard, eut le front d'y proposer son église en termes les plus lubriques pour une salle de danse et de comédie décadaira. On cite la réponse que lui fit une citoyenne de Jussey qu'il voulait épouser : « Vous avez divorcé avec Dieu, je craindrais que vous n'en agissiez de même envers moi ». Pour le récompenser de ses exploits, Bernard le fit administrateur du district de Montbéliard (1). » Comme administrateur « cet

(1) Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on cherche à disculper Cordienne. Le document que nous citons, d'origine catholique, se termine ainsi : « Un Bénédictin nommé Richardot, de Bourogne, auquel on exposait avec amertume, la conduite de ce Cordienne, jadis son ami, répondit que cette conduite n'était pas encore si blâmable, qu'il fallait connaître ses intentions, que sans doute elles avaient été d'anéantir le clergé constitutionnel et de ramener les choses sur l'ancien pied. » Le *Mémoire à Saladin*, d'origine protestante, donne exactement la même note que nos documents ! « Quant au citoyen Cordienne, nous vous dirons que cet homme a été prêtre et curé chez nous. Il y avait été placé par le dernier roi des Français ; la République française l'a payé jusqu'au moment qu'elle a pris possession de ce pays. Les premières années de la Révolution, nous avions encore une cour ; Cordienne, qui y était parfaitement bien venu, espérant s'y faire valoir d'avantage, y déclamaient hautement contre tout ce qui se passait dans son pays. Sachant d'un côté que la généralité des habitans de Montbéliard applaudissaient beaucoup aux Français qui n'ayant point de droit public, voulaient s'en donner un, il faisait le démagogue dans nos sociétés où il a été longtemps admis. Cette duplicité de caractère et cette fourberie nous déplurent à tous et nous inspirèrent une juste défiance ; nous ne nous permîmes plus de parler de politique en sa présence, il n'y fut plus question que de choses très indifférentes et cela même ne suffit pas pour l'éloigner. On sait, quoiqu'il serait difficile d'en acquérir la preuve, qu'à l'époque où le citoyen Bernard de Saintes, est venu ici, ce curé était revêtu de tous les pouvoirs que l'Archevêque de Besançon émigrant avait pu lui déléguer. Cela ne l'empêcha pas de se jeter à corps perdu dans la Révolution. Il débuta par se présenter à la Société populaire dont il demanda à être membre ; on refusa de l'y admettre, il fut même chassé de l'enceinte où se tenait la séance à laquelle assistait Bernard de Saintes. Mais il réussit bientôt à capter la bénédiction de ce représentant ; sous ses auspices, il demanda de nouveau à être reçu Jacobin, des commissaires de la Société furent à sa réquisition envoyés pour examiner ses papiers : il leur produisit sa correspondance avec une ou plusieurs Sociétés populaires, et sur leur rapport, il fut admis. Quelque temps après sa réception, il monta à la tribune d'un de nos temples alors consacré à la Raison ; là, il prêcha, et tout le public le sait, l'athéisme le plus révoltant. Je vous ai dit hier, à la vérité, que son discours était celui d'un Déiste : nous en sommes d'abord convenus ; mais nous lui avons observé qu'il y avait inséré et débité avec emphase le fragment du discours d'un certain curé qui

homme là a donné dans le sans-culotisme le plus plat et le plus extravagant, affectant de ne monter à l'administration qu'en sabots, de courir les rues comme un polisson et de prendre un ton cynique, lui qui avait eu auparavant le langage et le maintien décent qui convenait à un homme de l'état qu'il avait d'abord embrassé. Une métamorphose aussi subite lui a fait encourir le mépris universel. Tout ceci peut être établi en consultant le peuple (1) ».

Tous en professant pour lui-même le culte de la Raison, et malgré ses relations avec Cordienne, Bernard de Saintes n'interdit pas l'exercice du culte chrétien (2). Le rusé conventionnel sentait d'instinct que les Montbéliardais entendaient unir la religion au civisme. Il se contenta de provoquer des municipalités le don de vases sacrés inutiles (3) et de mettre à exécution le décret du 23 juillet 1793, portant qu'il ne serait laissé qu'une cloche par église et que toutes les autres seraient mises à la disposition du ministère de la guerre pour être converties en canons. A Montbéliard, dès novembre, furent enlevées et conduites à Belfort « 2 grandes cloches et trois plus petites trouvées dans la paroisse allemande, une sur le bâtiment des Halles, une dans la paroisse dite St Martin, une dans celle dite St Georges, pesant toutes ensemble 5772 livres » (4). Le 24 décem-

niait l'existence de Dieu. A cette même occasion et à d'autres encore, il déclara qu'il n'avait été auparavant qu'un charlatan. C'est à quoi le public a volontiers ajouté foi, parce que, dès lors, il n'a vu en lui qu'un comédien. »

(1) *Mémoire à Saladin.*

(2) *Précis de la Réformation*, p. 154.

(3) *Article 9 du décret du 10 septembre 1792.*

(4) Goguel : *Le Château de Montbéliard*, p. 109.

bre, la municipalité d'Héricourt décida que les citoyens Noblot, maire, et Minal, procureur de la commune, seraient députés à Montbéliard auprès du représentant pour lui remettre « les vases d'église servant au culte catholique tant en or qu'en argent, de même que ceux servant au culte protestant de Brevilliers et d'Echenans-sous-Mont-Vaudois. » (1) Le 10 février suivant, les citoyens maire et officiers municipaux de Montbéliard remirent à Bernard les vases de la paroisse Saint-Martin, de l'église allemande, de la paroisse du faubourg et de l'église du collège, pesant 663 onces (2) ».

Les livraisons de cloches étaient requises par la loi. Les livraisons de vases sacrés servant à la célébration de la Cène, n'étant pas requises par la loi, étaient considérées par le conventionnel et acceptées par nos populations comme dons patriotiques. Preuve en soit la délibération suivante prise évidemment sous l'inspiration du pasteur Diény : « A la séance du Conseil général de Roches-lès-Blamont du 16 frimaire an II de la République française une et indivisible (6 décembre 1793) le Conseil général, considérant que ce n'est ni l'or ni l'argent qui peuvent rendre nos hommages agréables à Dieu, mais seulement la sincérité du

(1) *Héricourt, reg. mun.*

(2) Le reçu est ainsi libellé : « Tous les effets en argent désignés ci-dessus pesant 663 onces et un huitième évaluées par le citoyen Wild, orfèvre, à quatre livres tournois l'once, m'ont été remises *en don patriotique* par les citoyens maire et officiers municipaux au dit lieu. Signé : Le receveur de l'Enregistrement, L'Etoublon. » *Montbéliard. Reg. mun.* Conformément à la loi du 20 septembre 1792, l'officier municipal, Jean-Georges Duvernoy avait dressé l'inventaire des différents registres paroissiaux de Montbéliard le 22 décembre 1793. Il furent tôt après déposés à la mairie. Il en fut de même pour toutes les communes du comté. *Montbéliard, Reg. mun.*

cœur, que plus un culte est simple, plus il est conforme à la règle posée par notre divin législateur qui veut qu'on adore l'Être suprême en esprit et en vérité. Considérant que l'argent peut être d'une grande utilité dans les dangers actuels de la Patrie et qu'on ne saurait en faire un plus digne usage qu'en l'employant au triomphe de la République, triomphe qui intéresse peut-être l'humanité entière. Décide que le vase et l'assiette en argent en usage pour le culte dans la commune seront incessamment transportés au district de Saint-Hippolite et que l'on y en substituera d'autres plus conformes aux principes de notre Réformation (1)».

D'après le *Précis de la Réformation*, Bernard aurait saisi le domaine ecclésiastique. Le fait ainsi exprimé nous paraît erroné. Lui-même dit dans sa lettre à la Convention, du 15 octobre 1793 : « Nous n'avons point d'autres biens nationaux dans le pays que ceux du prince (2) ». S'il fit saisir les dîmes qui constituaient la majeure partie des revenus de la Recette (caisse ecclésiastique salariant les pasteurs), ce fut en vertu du décret du 15 août 1792 abolissant tous les droits féodaux sans indemnité. Toujours est-il que les pasteurs de l'ancien comté furent dès lors privés de leur traitement comme l'étaient déjà ceux de leurs collègues des seigneuries, et durent comme ces derniers se contenter des dons volontaires de leurs paroisiens. Tous néanmoins conservèrent leurs fonctions.

(1) *Roches, reg. mun.* Les dons de vases sacrés étant volontaires, on s'explique que plusieurs églises aient conservé les leurs, Allanjoie, Etupes, Valentigney, Etobon, Chenebier, etc.

(2) A. Lods. *Bernard de Saintes*, p. 30.

Les foyers de l'agitation révolutionnaire et anti-religieuse étaient les sociétés populaires de Montbéliard, d'Héricourt, de Blamont. Il s'en était formé jusque dans les villages, notamment à Seloncourt. Celle de Montbéliard tenait ses séances quotidiennes dans l'église du château, celle d'Héricourt dans une salle du bâtiment des Halles. Cette dernière avait pour président le maire Noblot, surnommé Carotte, et pour secrétaire l'instituteur catholique Damotte, surnommé Pétrole Pavot (1). Composée de Jacobins et sans-culottes, mais aussi de citoyens honorables et paisibles, momentanément entraînés à l'exaltation révolutionnaire par la crainte d'une dénonciation et la peur de la guillotine, elle prétendit comme ses sœurs imposer ses ordres à la municipalité. Elle ne réussit, en aiguisant la haine du peuple contre l'ancien régime, qu'à ameuter un certain nombre d'individus qui brisèrent les meneaux des fenêtres du chœur de l'église et jetèrent au vent les cendres de la comtesse Anne-Sabine, femme du ci-devant tyran Léopold-Eberhard, de Montbéliard, inhumée depuis 1735 dans un caveau de la chapelle du château. Des profanations du même genre venaient d'avoir lieu à Montbéliard et dans nombre de villes françaises. A la même époque (fin 1793) un « agent national » fut institué dans chaque commune ; il était chargé d'y poursuivre l'exécution des décrets révolutionnaires et correspondait avec l'agent du district qui à son tour correspondait avec le Comité de Salut public.

(1) Ces surnoms étaient empruntés au calendrier républicain, d'où les noms de saints avaient disparu et avaient été remplacés par des noms de plantes, d'animaux, etc.

Nous arrivons à l'année 1794, la plus orageuse de la Révolution.

Le 29 janvier, Bernard de Saintes quitta Montbéliard où il n'avait guères séjourné que trois mois. L'autorité révolutionnaire tomba alors entre des mains pires que les siennes. Montbéliard eut un dictateur dans la personne de l'agent national du district, Petitcolas, dit Pury, failli échappé des prisons de Besançon, qui fut complaisamment servi au Conseil général du district par deux Montbéliardais athées, Binninger et Morel et par deux étrangers, Cordienne et Pourcelot (1). Ces hommes néfastes furent pendant dix-huit mois l'effroi de nos paisibles concitoyens.

Le 24 mars, le Directoire du district proclama que l'époque révolutionnaire était « la plus belle qui se fût jamais montrée sur l'horizon du pays ». Le 2 avril, il avertit la Société populaire de Montbéliard qu'elle sera invitée à nommer des membres pris dans son sein, qui seraient chargés de parcourir les communes les jours de décadi et d'y prononcer des discours propres à instruire le peuple. En effet, « les préjugés de la religion de Luther dominant encore, et nous pensons qu'ils seront d'autant plus difficiles à déraciner qu'ils étaient moins absurdes que ceux des catholiques romains. »

Mais le caractère de douceur et de tranquillité de ces religieux ne doit laisser que peu d'inquiétude sur les suites de leur erreur (2). » Des missionnaires d'un nouveau genre

(1) *Mémoire à Saladin*. « Les citoyens Morel et Binninger ont professé l'athéisme, ce dogme anti-social et affiché l'irreligion la plus complète : le peuple en masse consulté à ce ^{l'}égard, le déclarera à l'unanimité. »

(2) Tournier, *op. laud.*, p. 348, 349, 355.

parcoururent nos campagnes et l'instruction donnée par eux fut le plus pur jacobinisme, si l'on en juge par ce qui se passa deux mois plus tard dans un canton voisin. En juin, une bande de jacobins d'Héricourt, coiffés du bonnet rouge et conduits par le juge de paix du canton, Perdrizet, pénétrèrent de force dans les églises de Chenebier, de Chagey et de Champey, y dansèrent la Carmagnole et y tinrent toutes sortes de discours révolutionnaires et anti-religieux, au grand scandale des habitants de ces villages qui ne purent s'opposer à la violation de leurs édifices sacrés.

Après avoir favorisé l'athéisme du culte de la Raison, la Convention en était venue au Déisme de Robespierre. Le 18 floréal (7 mai), elle avait décrété :

ART. I. — Le peuple français reconnaît l'existence de l'Etre suprême et l'immortalité de l'âme.

ART. II. — Il reconnaît que le culte digne de l'Etre suprême est la pratique des devoirs de l'homme.

ART. III. — Il met au premier rang de ces devoirs de détester la mauvaise foi et la tyrannie, de punir les tyrans et les traîtres, de secourir les malheureux, de respecter les faibles, de défendre les opprimés, de faire aux autres tout le bien qu'on peut et de n'être injuste envers personne.

ART. IV. — Il sera institué des fêtes pour rappeler l'homme à la pensée de la divinité et à la dignité de son être.

ART. V. — Elles emprunteront leurs noms des événements glorieux de notre Révolution, des vertus les plus chères et les plus utiles à l'homme, des plus grands bienfaits de la nature.

ART. VI. — La République française célébrera tous les ans les fêtes du 14 juillet 1789 ; du 10 août 1792 ; du 21 janvier 1793, du 31 mai 1793 (1).

ART. VII. — Elle célébrera aux jours de décadi les fêtes dont l'énumération suit : A l'Etre suprême et à la nature. — Au genre humain. — Au peuple français. — Aux bienfaiteurs de l'humanité. — Aux martyrs de la liberté. — A la liberté et à l'égalité. — A la République. — A la liberté du monde. — A l'amour de la patrie. — A la haine des tyrans et des traîtres. — A la vérité. — A la justice. — A la pudeur. — A la gloire et à l'immortalité. — A l'amitié. — A la frugalité. — Au courage. — A la bonne foi. — A l'héroïsme. — Au désintéressement

(1) Ces fêtes furent célébrées dans toutes nos communes par ordre de l'agent national du district.

— Au stoïcisme. — A l'amour. — A la foi conjugale. — A l'amour paternel. — A la tendresse maternelle. — A la piété filiale. — A l'enfance. — A la jeunesse. — A l'âge viril. — A la vieillesse. — Au malheur. — A l'agriculture. — A l'industrie. — A nos aïeux. — A la postérité. — Au bonheur (1).

Ce décret devint une puissante arme de guerre dans les mains des révolutionnaires et terroristes Montbéliardais, Petitcolas, Binninger et consorts. Le mépris qu'ils avaient affiché jusqu'alors pour la « superstition » et les « calotins » protestants ne suffisait plus. On allait, au nom de la loi, imposer aux pasteurs la célébration du décadi et en cas de refus exiger leur démission.

La célébration de la fête de l'Être suprême, fixée au 8 juin, jour de la Pentecôte, fut prescrite aux communes du district de Montbéliard par la lettre suivante de Petitcolas aux agents nationaux de son ressort en date du 3 juin : « La Convention nationale a consacré particulièrement le 20 prairial (8 juin) à l'Être suprême. Les citoyens de ta commune doivent s'empressez de signaler cette journée par des vertus sociales. Chacun doit honorer l'Être suprême par des actes de bienfaisance. Ils se rendront tous au pied de l'arbre de la liberté. Là tu leur feras lecture du rapport de Robespierre en date du 18 floréal que je t'envoie ce jour et tous adresseront avec enthousiasme leurs vœux à l'Être suprême pour le bonheur de la République et la fraternité de tous les peuples du monde (2). »

Les ordres de l'agent national du district furent exécutés dans toutes les communes, mais les services religieux de

(1) Prud'homme. *Histoire des Révolutions de France*, tome VIII, p. 319.

(2) A. Lods, *Les Églises protestantes*, etc., p. 25.

la Pentecôte eurent lieu dans toutes les églises, et la Cène fut donnée partout, même à Saint-Martin (1).

Aux yeux des purs, la fête était manquée. Grâce aux pasteurs, elle avait revêtu une couleur chrétienne qui n'était pas de nature à satisfaire nos gouvernants. Et comme comble de l'abomination, le décadi suivant, 30 prairial (18 juin), à Montbéliard même, à Saint-Martin, à la tribune de l'Etre suprême, un chaudronnier, David Fallot, osa prononcer un discours sentant le Christianisme. Ce discours fut immédiatement dénoncé à la Société populaire qui, dans une lettre signée Binninger et Cordienne, le dénonça à son tour le surlendemain 20 juin au conseil général de la commune : « Ce discours, loin d'être dans le sens convenable, est au contraire propre à propager les idées superstitieuses proscrites autant par la raison que par la Révolution. La Société invite le Conseil à prendre des mesures efficaces pour que ni le citoyen Fallot ni d'autres citoyens ne puissent plus abuser de la faculté de parler à la tribune les jours de

(1) Tournier, *op. laud.*, p. 355. — A Héricourt, le 3 juin, la Société populaire adressa au conseil général de la commune une pétition exposant que « par décret de la Convention nationale, en date du 18 floréal dernier, il avait été institué une fête à l'Etre suprême ; qu'il convenait pour la célébrer de suivre le plan présenté à tous les Français par le citoyen David, représentant du peuple, que pour ôter des cœurs le reste de l'ancien levain de division causée par la différence des dénominations religieuses, il y avait lieu de faire disparaître de l'église tout ce qui pourrait encore rappeler l'idée des anciens cultes et particulièrement la cloison en bois qui sépare le chœur de la nef, de n'y laisser qu'une chaire et de transporter l'autre dans la salle de la Société populaire, enfin d'abattre le mur de séparation qui existait entre le cimetière catholique et le cimetière protestant ». La chose mise en délibération par le conseil général et l'agent national entendu, il fut décidé qu'on ferait droit à la demande de la Société populaire. Le citoyen Fiereck, membre du conseil, fut en conséquence chargé avec 4 commissaires délégués par la dite Société de poursuivre l'exécution des travaux en question aux frais de la ville. Ces travaux furent bientôt achevés et le dimanche 8 juin 1794 la fête eut lieu. La municipalité prit place sur une « montagne » en gradins, garnie de feuillage, de mousse, de fleurs et de drapeaux, élevée dans le chœur de l'église ; les citoyens et les citoyennes remplirent la nef. On chanta des chants patriotiques ; des orateurs improvisés rendirent hommage à la divinité dans des discours roulant sur la politique et la morale sociale, on chanta de

décadi (1) ». Petitcolas fut en droit d'écrire le 6 juillet à un représentant : « Tu t'étonneras de trouver ici des membres d'un culte dégagé de toutes les brillantes et dispendieuses singeries du papisme, aussi opiniâtres dans leurs préjugés, aussi attachés à leurs pieuses mômeries que le furent jamais les prêtres de Rome... A la décade, on débita quelques discours civiques, et quelques heures après on souilla la même tribune avec des sermons sur l'enfer et on chanta des psaumes. Des cloches fatiguent journellement les oreilles des patriotes et appellent les citoyens à une prière, à un prône, à un enterrement, et jamais à une bonne action ». Le même réclama auprès de la municipalité contre l'abus « de chanter dans le même temple des hymnes à la liberté et de croasser des paumes (2). »

L'esprit public ne s'élevant pas de lui-même et assez vite à la hauteur voulue, le temps était venu d'agir autrement que par des missions jacobines et des discours ; il fallait donner des ordres formels et au besoin user de l'intimidation.

A Héricourt, dès le commencement de juin, le pasteur Méquillet, tremblant devant les menaces des Jacobins du lieu, qui l'avaient coiffé du bonnet rouge dans l'église, alors qu'il célébrait un baptême, avait cessé ses services (3). Le

nouveau, puis on se sépara aux cris de : Vive la République ! De joyeux repas fraternels, des danses en plein air et des rondes autour de l'arbre de la liberté, au chant de la *Carmagnole* et du « Ça ira » remplirent le reste de la journée et terminèrent la fête. *Héricourt. Reg. mun.*

(1) Coll. J. Viénot.

(2) Tournier, *op. laud.*, p. 356.

(3) Il ne déposa toutefois ses lettres d'institution entre les mains du Conseil général d'Héricourt que par lettre en date du 16 août « déclarant ne plus vouloir faire usage de ces titres, les seuls qu'il possédât comme ministre d'Héricourt et Tavel ; demandant acte à la municipalité de la cessation qu'il avait

3 juillet, l'huissier Bautet, de Lure, descend au presbytère de Clairegoutte, sans avoir prévenu la municipalité de l'endroit, « il requiert, au nom de la loi, le citoyen Paur, de cesser toute fonction de son ministère et de lui remettre sa démission. Le pasteur pâlit, après quoi, le dit Bautet tient à la citoyenne Paur des propos insultants que le respect ne permet pas d'insérer, aussi, de suite après le propos et les manières de cet huissier, le citoyen Paur souffre une révolution apoplectique dont il est dès lors alité (1). » Mais, le 6 juillet, la municipalité de Clairegoutte se plaint à l'agent du district des procédés employés à l'égard de son pasteur.

Le 23 messidor (11 juillet), Petitcolas écrit aux maires, officiers municipaux et agents nationaux des communes de son ressort : « ... J'apprends avec scandale que tandis que vous fêtez encore avec une affectation qui tient peut-être à la malveillance, les époques d'un culte particulier, vous dédaignez le culte national, et qu'on ne distingue même pas dans ce district le décadi des autres jours. Rien n'annonce mieux, citoyens, un mauvais esprit public que cette insouciance de votre part à adopter les vues d'un décret qui honore le peuple français, puisqu'il consacre à jamais son respect pour les vertus sociales... *Faites célébrer le décadi* ; qu'il soit pour tous les citoyens de ce district un jour de fête et de repos. Que ce jour on instruisse le peuple ; la loi du

faite depuis environ trois mois de toutes les fonctions de son ci-devant état de ministre du Culte protestant, et requérant finalement ladite municipalité, au cas où il viendrait à entrer dans les vues de l'administration d'établir des instituteurs ou prédicateurs de morale, de vouloir bien se rappeler son patriotisme et penser à lui pour une de ces places. » Sa lettre ne fut déposée sur le bureau du Conseil général de la commune que le 27 août par l'agent national Minal, Héricourt. *Reg. mun.*

(1) *Clairegoutte, reg. mun.*

14 frimaire oblige les officiers municipaux à lui lire ce jour-là les lois. Réunissez-vous dans les temples et qu'ils retentissent de chants patriotiques et de vœux pour le bonheur de la République... (1) » Le 13 juillet, le Conseil général de Clairegoutte, vu l'ordonnance de l'agent national du district, arrête que tous les habitants de la commune seront invités à célébrer les décadis et autres fêtes nationales conformément au décret du 18 floréal (2). Le pasteur transporte son service du dimanche au decadi, ses collègues du canton d'Héricourt en font autant.

Dans le canton de Blamont, où l'esprit public a fait plus de progrès, les pasteurs bons patriotes et obéissant aux ordres venant de Saint-Hippolyte, donnent leur démission. Le pasteur de Villars, Fallot, « très patriote », est le premier à renoncer à l'exercice de ses fonctions le 21 juillet. Il est suivi le 2 août par Fallot, de Seloncourt, « très patriote », et le 11 août par Diény, de Roches, « excellent patriote » et juge de paix. Perdrizet, de Vandoncourt, « modéré », ne démissionne que le 25 août. Tous s'engagent à « propager les principes de la Révolution », ils acceptent le culte civique décadaire. Depuis un an déjà, quelques-uns s'intitulaient « précepteurs de morale », ils deviennent en plus « instructeurs des lois. » Chaque decadi, ils montent en chaire, coiffés du bonnet rouge et de la cocarde tricolore, donnent lecture des lois édictées pendant la décade et prêchent, sur la vertu du jour, un sermon de morale. Le pas-

(1) A. Lods. *Les Eglises protestantes*, etc., p. 26

(2) *Reg. mun.*

teur de Blamont, Kilg, était depuis 1792 l'un des administrateurs du département du Doubs. Acquitté par le tribunal révolutionnaire, le 12 juillet 1794, il déclare le 14 août qu'il ne veut plus être qu'un simple cultivateur. Restent seuls, sans démissionner, jusqu'en novembre, Cuvier, de Montécheroux, et Goguel, de Saint-Maurice (1).

Dans le district de Montbéliard, les pasteurs, tout en célébrant le décadi, prétendent continuer à célébrer encore le dimanche. La lettre de Petitcolas, du 11 juillet, n'avait pas produit tout l'effet qu'il en attendait. Mettant en avant l'esprit public et malgré la chute de Robespierre au 9 thermidor (27 juillet), Petitcolas et Cordienne font rendre par le district, sous la date du 15 thermidor (2 août), l'arrêté qui portera le coup de grâce au dimanche, dans son ressort. Voici le texte de cet arrêté :

L'agent national a requis de prendre en considération le désavantage qui résulte pour les citoyens et la chose publique, de

(1) Chenot, *op. laud.*, aux Pièces justifiées, n° 48. — Kilg avait alors 52 ans, Perdrizet 51, Diény 39, Goguel, 27. Fallot, de Seloncourt, et Cuvier 26, Fallot, de Glay, 24. Dans ce même mois d'août, deux commissaires du district de Doubs-Marat, Magnin-Tochot et Faivre, parcourent les communes « à l'effet de procéder à l'épuration des fonctionnaires publics des campagnes dans les cantons de Blamont, Pont-de-Roide, Mathay et Vaicluse, rappeler le peuple à ses devoirs et les fonctionnaires publics à leurs obligations, veiller à l'établissement des fêtes décadaires et des écoles primaires, sonder la capacité des instituteurs, reconnaître le genre d'instruction qu'ils donnent à leurs élèves, reconnaître ceux des parents qui négligent ou répugnent à envoyer leurs enfants aux instructions républicaines, presser vivement les versements à faire dans les magasins, en foin, paille et avoine, pour les besoins urgents de nos armées, reconnaître si les signes de superstitions et de féodalité ont disparu, requérir les municipalités à déposer dans les magasins de Doubs-Marat, les fers, plombs, étains, cuivres et argenterie provenant des églises. » La présence de ces commissaires est signalée à Seloncourt et à Roches, au temple de l'Être Suprême, le 19 août 1794.

la multiplicité des jours de repos qui n'est due qu'à une malveillance contre-révolutionnaire.

Les administrateurs du Conseil général du district, considérant que d'après la loi qui abolit l'ère vulgaire et celle qui institue des fêtes décadaires, les décadis doivent être en quelque sorte le jour de repos national, le jour de fête de tous les républicains ; considérant qu'une fériation affectée de tout autre jour, en multipliant les jours de repos met en stagnation les travaux publics, diminue le produit des ateliers, arrête la moisson, retarde le battage et par conséquent le versement des subventions aux armées ; considérant qu'il ne peut s'établir qu'au grand préjudice de l'esprit public une sorte de concurrence entre les fêtes de la superstition et du fanatisme et celle de la liberté et de toutes les vertus républicaines, d'où il résulterait infailliblement entre les citoyens une lutte d'opinion toujours dangereuse, l'agent national entendu, arrête :

A l'avenir tout citoyen qui se permettrait de convoquer et de rassembler des portions du peuple pour l'haranguer et le détourner de ses travaux, seront envisagés comme suspects et traités comme tels. — Tout citoyen qui sans autorisation expresse des autorités constituées aura provoqué ces rassemblements, par le son des cloches, de la caisse où autrement, sera poursuivi comme séditionnel.

Tout citoyen qui à d'autres jours que le décade suspendroit son négoce ou d'autres occupation utiles au public, refuseroit de vacquer à des travaux auxquels il serait requis, tels que ceux des récoltes, des ateliers, etc., sera envisagé comme suspect et puni comme tel.

L'exécution morale du présent arrêté, confié provisoirement aux comités de surveillance, aux sociétés populaires et à tous les bons citoyens sera de suite envoyé à l'approbation du représentant du peuple dans le département, imprimé et adressé à toutes les communes du ressort pour s'y conformer immédiatement (1). »

(1) Archives du Doubs.

Comme on le voit, c'était imposer aux pasteurs ou la célébration civique et unique du décadi (culte républicain français) ou leur démission. « *Il fallut s'en tenir au décadi pour célébrer le culte chrétien* (1) ». A partir de cette date (2 août 1794), les pasteurs ne purent plus publiquement ni baptiser ni bénir un mariage, ni donner la Cène ni accompagner un convoi funèbre (2).

L'arrêté du 2 août fut communiqué à Vesoul. La suppression du dimanche, quel coup porté à la superstition ! Le département ne peut qu'applaudir. « Nous avons reçu, citoyens, avec autant de plaisir que de satisfaction votre arrêté du 13 thermidor que vous nous avez fait passer ; voilà ce qui s'appelle travailler en bons républicains et marcher révolutionnairement. Il serait bien à désirer qu'il fût exécuté et connu des autres districts du département. Nous vous invitons à leur en faire passer un exemplaire. Si tous en faisaient de semblables on pourrait parvenir à étouffer les fêtes de superstition qui entretiennent toujours le fanatisme. Continuez ainsi, collègues, à marcher d'un pas ferme dans notre sublime révolution, et vous aurez bien mérité de la patrie (3). »

Mais on avait compté sans la fermeté des pasteurs. Les aristocrates (pasteurs non démissionnaires) protestent au nom de la conscience opprimée. Le district écrit, le 19 fructidor (5 septembre) aux municipalités du ressort : « L'ad-

(1) Notes Morel.

(2) Pour la célébration de la fête du 10 août et la présence à cette fête de la citoyenne Morel, comme déesse de la liberté, voir *Tournier, op. laud.*, p. 358.

(3) Vesoul, le 9 fructidor an 2 (26 août 1794). Le président du Département, signé Froidot. (Coll. Chenot).

ministration du district n'a pu ignorer que l'aristocratie avait improuvé son arrêté en date du 15 thermidor. Les croassements calomnieux, les doutes perfides que des hypocrites avaient élevés sur la pureté des principes qui font la base de cet arrêté sont parvenus aux oreilles des administrateurs. Ils ne peuvent mieux y répondre qu'en faisant circuler des copies de la lettre que le département lui a écrite en date du 9 du courant. Nous vous enjoignons, citoyens, de faire lecture de notre arrêté et de la lettre du département en pleine assemblée de la commune afin que chacun se pénétre bien des devoirs qu'il leur impose et d'en certifier l'administration (1). »

Malgré l'arrêté du district, la lettre du département et la lecture qui en est faite dans les municipalités (2), les pasteurs tiennent bon et continuent, le décadi, à célébrer le culte du dimanche. L'un des plus zélés est Parrot, d'Abbévillers « aristocrate très fanatique ». Le 3 octobre, le district du Doubs-Marat, ci-devant Saint-Hippolyte, écrit à celui de Montbéliard : « Les communes du canton de Blamont qui vous avoisinent inquiètent leurs ci-devant ministres parce qu'ils n'ont pas conservé leur état à l'instar de ceux de Montbéliard. On sonne à Abbévillers des rassemblements de fanatiques des communes d'Hérimoncourt, Vandoncourt Meslières. Nous vous en prévenons afin que vous fassiez savoir au ministre d'Abbévillers qu'il ne manquera pas de devenir la dupe de ces ridicules cérémonies. Vous voudrez

(1) Pièce signée Maconnet, Wild et Bretegnier (Coll. Chenot).

(2) A Clairegoutte, « en pleine assemblée de commune », le 21 fructidor (7 septembre). *Reg. mun.*

bien au plus tôt nous instruire des mesures que vous avez prises à cet égard, afin que nous concourions uniformément au bien public ». A quoi le district de Montbéliard répond : « Comme vous, citoyens, nous sentons bien la nécessité de délivrer enfin le peuple de tous les charlatans qui, depuis des siècles, lui vendent des fables. Comme vous, nous nous occupons sans relâche des moyens d'y parvenir. Nous vous adressons copie de l'arrêté que nous avons pris dans cette vue. Un des premiers obstacles que nous avons trouvés dans son exécution a été l'exemple qu'on nous a cité de la liberté des cultes dans le canton de Blamont, laquelle liberté, a-t-on osé nous dire, émanait d'une permission par écrit du district de Saint-Hippolyte. A la vérité, nous n'avons pas cru à cette calomnie et nous ne vous en parlons aujourd'hui que pour vous démontrer qu'on emploie en ce moment près de vous les mêmes moyens dont on a voulu se servir pour retarder les progrès de la raison. Mais la parfaite union de tous les vrais amis de la liberté saura toujours déjouer les complots perfides. Soyez persuadé que nous ferons tout, de notre côté, pour l'établir, et nous prendrons en particulier à l'égard du ministre d'Abbévillers les mesures les plus sévères, pour assurer l'exécution de notre arrêté du 15 thermidor (1). »

De même que Parrot, Masson, de Bethoncourt continue le décadi à célébrer le culte du dimanche : « L'exercice du culte a cessé plus tard à la campagne que dans la ville, où les partisans de l'athéisme et de l'irréligion se montraient

(1) Chenot, *op. laud.*, *Pièces justificatives*, n° 48.

à découvert et avaient une funeste prépondérance. Bethoncourt est le village où l'on a cessé le plus tard d'exercer le culte. Aussi Masson, ministre de ce village, a-t-il essuyé maintes persécutions (1). »

Démissionnaires ou non, tous les pasteurs se voyaient menacés d'avoir à quitter leur presbytère. Au commencement de septembre, le citoyen Grossin, préposé de l'enregistrement au bureau d'Héricourt, fit placarder sur les murs de la ville, des affiches « invitant les citoyens à se rencontrer le 29 fructidor (15 septembre) courant en la chambre du directoire du district de Lure où serait mise en criée et donnée au mieux disant l'amodiation, au profit de la nation, du presbytère catholique et de la maison occupée par le ci-devant ministre Méquillet. » Dans sa séance du 26 fructidor (12 septembre), le Conseil général de la commune résolut de s'opposer à cette amodiation, « attendu que la maison occupée par le ci-devant curé est occupée par l'atelier du salpêtre et que celle occupée par le ci-devant ministre Méquillet, quoique bâtie par la commune, est située sur un terrain acquis du ci-devant tyran, duc de Wurtemberg, par différents particuliers, ainsi que les jardins, aisances et dépendances, que, par conséquent, elle ne saurait être comprise dans la classe des presbytères abandonnés par les ci-devant curés et qu'elle doit rester à la commune qui pourra s'en servir pour y loger ses instituteurs et institutrices. » L'agent national, Minal, chargé de soutenir l'avis

(1) Notes Morel. C. F. Roy. *op. laud.*, p. 34.

du conseil auprès du directoire du département, réussit à l'y faire prévaloir et le pasteur conserva sa résidence (1).

Dans le district de Montbéliard, une affiche, en date de Montbéliard, 28 fructidor (14 septembre) et signée « à la diligence du receveur des domaines, L'Etoublon », fut placardée dans toutes les communes. Elle portait : « *Domaines nationaux à amodier*. Le public est averti que le 13 vendémiaire de l'an 3 (4 octobre), à 9 heures du matin, par devant le directoire du district de Montbéliard, en la salle où se font ordinairement les adjudications, les maisons nationales ci-après désignées, avec leurs dépendances, seront laissées à titre de bail à loyer pour une année...

4^o Les maisons nationales servant ci-devant de presbiter dans les communes d'Abbévillers, Allenjoie, Audincourt, Bavans, Beutal, Clâregoutte, Couthenans, Désandans, Eto-bon, Etupes, Julien, Mandeure et Valentigney (2). » Mais pas plus dans le district de Montbéliard que dans les cantons d'Héricourt et de Blamont, les presbytères ne trouvèrent d'amodiateurs. « Il a été question plusieurs fois de faire déguerpir les pasteurs de leurs presbytères, mais, soutenus par leurs paroissiens, ils ont réussi à s'y maintenir. La nation a fait amodier à son profit les jardins et vergers joi-

(1) *Héricourt. Reg. mun.*

(2) *Coll. Chenot.* — Les autres maisons nationales à amodier étaient : 1^o Les deux appartements de la maison dite le Gymnase, située sur la place de la Révolution ; 2^o Ceux de la maison dite des Ecoles latines, rue des Etuves ; 3^o La maison occupée ci-devant par le Recteur, même rue ; le tout à Montbéliard ; 5^o La maison dépendant de la succession de la veuve Berdot, rue des Granges ; 6^o La première boutique devant la hâle sur la place d'armes ; 7^o Les bâtiments de la maison dite le Collège. Le tout sera adjudgé aux derniers enchérisseurs, sous les conditions dont on peut prendre communication au secrétariat du District.

gnant les cures, mais, dans la plupart des paroisses, les amodiateurs de ces fonds en ont laissé jouir les ministres et les communes se sont chargées du paiement des loyers, Dans quelques endroits les ministres en paient eux-mêmes les loyers (1). »

En vertu de la loi du 7 fructidor (24 août) un « Comité révolutionnaire » s'était constitué au chef-lieu de chaque district. Le 13 brumaire an III (5 novembre) Petitcolas écrit aux agents nationaux des communes de son ressort : « Vous êtes, citoyens, les sentinelles publiques instituées pour surveiller les ennemis du peuple dans vos communes respectives. C'est à vous à donner l'éveil au comité révolutionnaire établi dans le chef-lieu du district, et je vais essayer de vous montrer les objets qui méritent votre surveillance, je vais en quelques sortes vous tracer les consignes. Vous devez informer le comité... si l'on pourvoit à l'instruction publique d'une manière républicaine et si on a substitué aux anciens livres rédigés par le fanatisme, des livres élémentaires républicains ; si l'on apprend à la

(1) *Notes Morel.* — Les paroissiens continuaient à faire le traitement des pasteurs. « Du 5^e jour complémentaire (21 septembre 1794). Sur ce qui a été convenu en l'assemblée tenue à Clairegoutte par des membres des trois municipalités de la paroisse, relativement au gage du citoyen Paur, le conseil général de la commune de Clairegoutte, considérant qu'il est convenable de pourvoir pour la cote-part de la commune au salaire du dit Paur pour ce qu'il a desservi la paroisse pendant l'année courante, a arrêté, ouï l'agent national, que chaque chef de famille de la commune participant pour une portion entière aux bien et charges d'icelle sera tenu de fournir à la municipalité, dans un délai qui sera par elle fixé, un boisseau de grains, froment ou méteil avec 2 livres 10 sous d'argent et ceux qui n'y participent que pour une demi-portion, un demi-boisseau des dits grains avec 25 sous d'argent, et qu'il sera réparti entre ceux des dits chefs aisés la quantité de huit quartes d'avoine pour être le tout ensuite livré au dit citoyen Paur, et qu'en outre, il lui sera conduit à la cure par les charretiers huit cordes de bois, pris dans la forêt de la commune et façonné par les manouvriers. » *Clairegoutte. Reg. mun.*

jeunesse les droits de l'homme et tous les principes qui en découlent ; si sous des prétextes religieux on ne cherche point à égarer les habitants de votre commune ; si vous avez un ministre et quel est son caractère, s'il dédaigne le nouvel ordre des choses, s'il se trouve aux assemblées de communes, s'il se rend utile, s'il fait quelques discours patriotiques, si on célèbre la décade, si on le fait dignement, si on lit ce jour-là les lois, les rapports, le recueil des actions héroïques et les autres écrits qui vous sont adressés, si on emploie cette journée à instruire le peuple, à lui faire aimer la chose publique, si vous recevez quelques feuilles de nouvelles politiques... (1). » Grâce au bon vouloir des municipalités rurales, les églises restaient ouvertes le décadi aux pasteurs, et ceux-ci savaient toujours donner à leur sermon l'allure d'un discours civique. « On était extrêmement gêné dans les discours que l'on faisait... On faisait des discours moraux (2). » Il fallait frapper un grand coup, le dernier. La fermeture des églises fut décidée.

Le 30 brumaire an III (20 novembre), deux conventionnels en mission, Besson et Pelletier, représentants du peuple dans les départements du Doubs et du Jura, prirent à Pontarlier un arrêté aux termes duquel « les prêtres et autres particuliers qui exercent publiquement un culte quelconque seront mis en état d'arrestation et poursuivis par les accusateurs publics près les tribunaux, tous ceux

(1) Plaquette imprimée de 4 pages. Coll. Chenot.

(2) Notes du pasteur Belorce, dans Viénot *op. laud.*, p. 174.

qui ont exercé des fonctions publiques sont mis sous la surveillance des autorités constituées et des comités révolutionnaires, tous les temples seront fermés, tous les signes d'un culte quelconque seront enlevés, les cloches ne pourront être sonnées que dans les cas indiqués par la loi, tout rassemblement pour l'exercice d'un culte quelconque est défendu, etc. (1). » Par crainte que, dans le district de Montbéliard, « le fanatisme ne s'agite encore pour menacer la tranquillité publique » et sur la demande du district de Saint-Hippolyte aux yeux duquel « le culte se célébrera certainement encore dans les environs de Montbéliard, suivant les anciens usages », l'arrêté du 30 brumaire fut rendu commun au département de la Haute-Saône par un arrêté de Pelletier et de Sevestre, représentants du peuple dans les départements du Doubs et de la Haute-Saône, en date du 15 frimaire (5 décembre) (2).

(1) Document inséré in-extenso dans *Chenot, op. laud., Pièce justificatives, n° 48*. A. Baume, de l'imprimerie de Simon Outhenin. Placard. Coll. Chenot.

(2) *Au nom du peuple français*. Seveste et Pelletier, représentants du peuple envoyés en mission dans divers départements, par décret de la Convention nationale du 13 fructidor, l'an deux de la République française, une et indivisible, considérant que le fanatisme n'a pas moins fait de progrès dans le département de la Haute-Saône que dans ceux du Jura et du Doubs, que les mesures adoptées par l'arrêté de Besson et Pelletier, l'un de nous, en date du 30 brumaire dernier, doivent également être mises en usage dans ce département, déclarent commun au département de la Haute-Saône l'arrêté du 30 brumaire dernier ; arrêtent qu'il sera exécuté dans tout son contenu, imprimé avec le présent, et envoyé aux agens nationaux des districts, qui le transmettront aux municipalités et comités révolutionnaires de leurs ressorts respectifs, qui le feront lire pendant trois décades consécutives, et afficher dans les lieux ordinaires. Les agens nationaux des districts rendront compte aux représentans du peuple, tous les huit jours, des diligences qui auront été faites. Fait à Besançon, le 15 frimaire, l'an troisième de la République française, une et indivisible. Sevestre et Pelletier. A Baume, de l'imprimerie de Simon Outhenin. Placard. Coll. Chenot.

Un second arrêté de Sevestre, en date du 1^{er} nivôse (21 décembre) et spécial à la Haute-Saône, ordonna « que les édifices nationaux connus sous le nom de temples ne seront ouverts que les jours de décade pour la lecture des lois, discours de morale et les autres jours de fêtes nationales et purement civiles. Les municipalités fixeront les heures des assemblées, les agents nationaux ouvriront les temples, les fermeront après les assemblées et garderont les clés (1) ». Ces trois arrêtés furent le signal de la ferme-

(1) *Au nom du Peuple français.* Sevestre, représentant du peuple dans les départemens du Doubs et de la Haute-Saône. Instruit par les différents rapports des Autorités constituées qu'il s'y forme des rassemblements considérables, soit publics, soit secrets dans les édifices nationaux consacrés à la lecture des loix et à la célébration des Fêtes décadaires, que ces rassemblements sont tolérés par les Municipalités et provoqués par les ci-devant prêtres qui s'efforcent d'arrêter les progrès de la morale sociale et des principes républicains, pour alimenter la superstition, les préjugés et l'aveugle crédulité qui conduisent les citoyens à l'abrutissement de l'âme et à la servitude des facultés intellectuelles; et qu'enfin tous les signes extérieurs des cultes existent encore, et qu'ils sont un objet de trouble et de division.

Considérant que les édifices nationaux, ne sauraient être employés à d'autres usages que ceux établis par les loix; que ces rassemblements peuvent dégénérer en partis, agiter les campagnes, troubler l'ordre public, entraver les progrès des lumières, et paralyser, par l'enseignement des principes contraires, l'heureux effet de l'instruction publique dans la jeunesse.

Considérant que beaucoup d'effets précieux, renfermés dans les temples, se détériorent ou sont dilapidés; que les signes extérieurs, soit de féodalité, soit des cultes sont les uns proscrits par les principes de la Liberté, les autres par la tolérance même qui ne peut admettre de monumens publics exclusifs, arrête en conséquence.

Article premier. Tous ceux qui provoqueront ou seront à la tête d'un rassemblement, soit secret, soit public, formé dans les édifices nationaux, ayant un objet et des motifs autres que ceux indiqués par les loix, pour les assemblées de communes, les Fêtes nationales et décadaires, seront poursuivis comme perturbateurs de l'ordre public. Les Municipalités et agens nationaux sont responsables de toute infraction à cette disposition.

II — Les édifices nationaux, connus sous le nom de temples, ne seront ouverts que les jours de décade pour la lecture des loix, discours de morale et les autres jours de Fêtes nationales et purement civiles. Les municipalités fixeront les heures des assemblées, les agents nationaux ouvriront les temples, les fermeront après l'assemblée et garderont les clefs,

ture de toutes nos églises au culte chrétien, même le décadé.

En vertu de l'arrêté du 30 brumaire, les pasteurs Cuvier, de Montécheroux, et Goguel, de Saint-Maurice furent mis en état d'arrestation en décembre, par la gendarmerie, et amenés devant le district du Doubs-Marat. On sait que le second fut détenu 7 jours à Saint-Hippolyte et le premier 17 jours, tant à Saint-Hippolyte qu'à Besançon, après quoi tous deux furent placés sous la surveillance de l'autorité (1).

III — Les cloches actuellement existantes dans les communes ne pourront être sonnées que par les ordres des municipalités, et uniquement dans le cas d'événemens malheureux pour appeler du secours, pour les assemblées municipales et autres autorisées par les Loix.

IV — Les agents nationaux des communes sont tenus, dans la décade de la réception du présent arrêté, de dresser inventaire estimatif et détaillé de tous les objets qui ont été employés à l'exercice du culte, notamment des argenteries, cuivres, fers, plombs, linges, étoffes, etc. ils transmettront dans la même délai cet inventaire à l'agent national près le district. Les effets inventoriés seront sur-le-champ déposés chez l'agent national de la commune, lequel en demeurera responsable, et les conservera jusqu'à nouvel ordre.

V — Dans la décade de la publication du présent arrêté, les signes extérieurs de tous les cultes seront enlevés à la diligence des agents nationaux des communes, qui demeureront autorisés à requérir tous ouvriers nécessaires à cet effet.

VI — Les agents nationaux près les districts se feront rendre compte de l'exécution du présent arrêté par les agents nationaux des communes ; ils dénonceront à l'accusateur public ceux qui seront coupables de négligence.

VII — En cas d'attroupement prévu par l'article premier, s'ils y trouve un ci-devant prêtre, il sera présumé en être l'auteur et le chef, et comme tel il sera mis sur-le-champ en état d'arrestation et poursuivi par l'accusateur public.

VIII — Tous les ci-devant prêtres sont mis sous la surveillance spéciale de leurs municipalités respectives. Ceux qui habitent encore des ci-devant presbytères, destinés actuellement à l'instruction publique, seront tenus de les quitter dans le mois de la publication.

IX — L'agent national près le district de Vesoul demeure chargé de faire imprimer le présent arrêté, et de le transmettre aux agents nationaux des districts, pour qu'ils le fassent publier et afficher dans leurs ressorts respectifs.

Fait en commission, à Vesoul, le 1^{er} nivôse, l'an trois de la République une et indivisible des Français. Sévestre. *A Vesoul, de l'imprimerie de J.-B. Poirson, imprimeur du Département de la Haute-Saône. Placard. Coll. Chenot.*

(1) Chenot, *op. laud.*, p. 230 ssq. Roy, *op. laud.*, p. 30. *Précis de la Réformation*, p. 155.

Dans le district de Montbéliard, on usa de plus de ménagements, ainsi que l'atteste le passage suivant d'une lettre adressée le 28 frimaire (18 décembre) par le Comité révolutionnaire aux maires et officiers municipaux du district : « Nous aimons à vous prévenir de nous dénoncer tous ceux qui se seraient permis de violer les arrêtés des 30 brumaire et 15 frimaire, des représentants, nous profitons de la même occasion pour vous inviter à faire connaître à vos ci-devant ministres qu'il serait urgent pour eux et pour les suites funestes que pourraient éprouver leurs familles de se rendre dans le plus bref délai auprès de l'administration du district pour donner leur démission. Les lois nous autorisent à des mesures rigoureuses contre ceux qui ont provoqué à des rassemblements publics ; mais comme nous sommes les amis de nos semblables, nous nous faisons un devoir de les prévenir et nous n'agissons que malgré nous. Salut, amitié et fraternité (1). »

Le culte civique décadaire avait désormais seul droit de cité parmi nous. L'objet de ce culte nous est décrit dans une circulaire adressée le 4 frimaire an III (24 novembre) par l'administration et l'agent national du district du Doubs-Marais à toutes les autorités constituées et sociétés populaires du ressort ; nous y lisons : « Le Comité de sûreté générale (à Paris) proscriit tout rassemblement prétendu religieux et veut que le peuple ne soit plus convoqué que les jours de décadi ; là, il s'instruira sur les lois, il apprendra à connaître et ses droits et ses devoirs, le tout en rendant

(1) A. Lods, *op. laud.*, p. 28.

hommage à la divinité avec les sentiments d'un cœur pur, il se rappellera que la grande et l'unique tâche qu'elle lui impose c'est de faire le bien, d'être juste, bienfaisant, ami de l'ordre ; là, chacun verra dans son semblable un frère, on se bénira, on s'aimera, on s'excitera tous ensemble à faire le bonheur les uns des autres. Les autels d'un Dieu bon cesseront d'être souillés du sang des mortels et des vœux hypocrites d'adorateurs stupides et méchants, et au lieu d'une décoration fastueuse et illusoire dont on les a profanés pendant tant de siècles, on les verra parés des fleurs immortelles des vertus sociales. Ah ! frères, connaissez le prix que le nouvel état des choses vous prépare ! Ouvrez vos cœurs aux douces jouissances que vous offre un culte uniforme et simple, fondé sur l'amour fraternel. Voyez, voyez les beaux jours que le triomphe de la raison va vous amener. Accourez avec transports dans vos temples chaque décadi, pour hâter ce triomphe tant désiré par le sage, et soyez fiers de secouer toute espèce de joug et de ne reconnaître d'autre empire que celui des vertus, d'autre culte que l'hommage d'un bon cœur, d'autre bonheur que celui de vous aimer mutuellement, et d'autres dieux que celui dont l'univers atteste la présence. Vous voudrez bien publier le dit arrêté (du Comité de sûreté générale du 19 brumaire (9 novembre) ainsi que la présente circulaire décadi prochain dans le temple consacré à l'Etre suprême. Nous attendons que vous tiendrez la main à son exécution et ne permettrez plus qu'on l'enfreigne impunément ; vous deviendrez responsables personnellement de toutes les infrac-

tions qui pourraient se commettre à cet égard, si vous négligez de nous les dénoncer. Salut et fraternité (1).» Le Président du district de Saint-Hippolyte, vraisemblablement rédacteur de cette circulaire, était Diény, ancien pasteur de Roches.

Avouons que cette circulaire ne nous donne qu'une idée bien incomplète du culte décadaire. C'en était la théorie plutôt que la pratique. Voici comment les choses se passaient à Héricourt. L'église ayant été, à partir de juin, détournée de sa destination sainte, fut affectée aux assemblées quotidiennes de la commune et du parti jacobin en remplacement de la mairie et en succursale des clubs et de la rue. La chaire qui restait (l'autre ayant été trans-

(1) Circulaire signée Diény, président, Mercier, vice-président, Perronne, Delfis, Romain, Morey, Faivre, Viatte, Marcoux, Bayoux, agent national et Magnin Tochot, secrétaire provisoire. *Plaquette imprimée de 4 pages. A Doubs-Marat, ci-devant Saint-Hypolite, chez C. J. Prieur (Coll. Chenot)*, — Diény n'était que depuis peu de temps à la tête du district de Saint-Hippolyte. Le 26 brumaire an III (16 novembre 1794) le Conseil général de Roches prenait la délibération suivante qui lui fait honneur. « Un membre a représenté l'utilité qu'ils avaient toujours retirée de la présence du citoyen Diény leur juge de paix et leur précepteur de morale dans le canton, les bons offices qu'il se plaisait à leur rendre dans toutes les affaires d'administration municipale et de bien public, mais que la nomination qui venait d'être faite de lui pour remplir la place de président près le directoire du district de Doubs-Marat allait les priver de cette ressource. . . . qu'il serait instant de le réclamer. . . . Sur quoi le Conseil entrant dans les raisons ci-dessus alléguées, considérant que ce vœu est aussi celui du canton . . . il a été arrêté qu'il serait présenté aux représentants du peuple en mission dans le département une pétition tendant à réclamer auprès d'eux le citoyen Diény, en sa qualité de juge de paix dans le canton, de même qu'en celle d'instructeur des lois, et que pour remplir ce but, l'agent national de la Commune serait délégué auprès d'eux au nom du canton même, d'après le vœu des municipalités de l'arrondissement. » *Reg. mun.* Diény fut en effet continué dans ses fonctions de juge de paix du canton de Blamont par le vœu de l'assemblée primaire du dit canton le 10 brumaire an IV (1^{er} novembre 1795) et prêta comme tel, le serment, le lendemain. *Reg. mun.* Il cumula ces fonctions avec celles de pasteur jusqu'à sa mort, en 1801.

portée au local de la Société populaire) fut convertie en tribune (1). Chaque décadi devant être, de par la Convention, consacré à la fête d'une vertu, les sons de la cloche étaient remplacés par ceux du tambour. Le service s'ouvrait par des chants patriotiques, puis lecture était donnée par le maire, des lois et décrets édictés par la Convention; ensuite d'ardents jacobins et sans-culottes, membres de la Société populaire, montaient à la tribune pour foudroyer de leurs apostrophes virulentes les aristocrates et les ennemis de la Nation, et entretenir dans les âmes l'exaltation républicaine; les enfants les plus avancés de l'école récitaient aussi à tour de rôle, du haut de la chaire, des morceaux de littérature que leur avait dictés l'instituteur Pétrole-Pavot, relatifs à la vertu du jour et appris par cœur; on dansait la Carmagnole, le Ça ira et l'assemblée se séparait aux cris de: Vive la République! Après le culte du matin venait celui de l'après-midi. Les membres de la Société populaire suivis d'une foule en délire, hommes, femmes et enfants, se rendaient tumultueusement, au milieu de chants et de roulements de tambours, à l'autel de la patrie sur la place d'armes (devant le groupe scolaire actuel) pour y faire ou y entendre des discours révolutionnaires et danser la Carmagnole autour de l'arbre de la liberté. Le soir, des feux de joie étaient allumés sur la Rouchotte. Pendant le courant de la décade, les mêmes scènes se reproduisaient avec les mêmes acteurs. Le sou-

(1) L'église d'Héricourt, soumise au simultanéum avait deux chaires, l'une catholique, l'autre protestante.

venir d'un épisode de ces temps troublés à été conservé par la tradition. Un jour qu'un immense feu avait été allumé sur l'éminence en question et qu'une ronde bruyante en faisait le tour aux chants de la carmagnole et du ça ira, une dame d'Héricourt s'avança tenant dans la main une Bible. Elle la jeta dans le brasier et le livre se consuma aux applaudissements et aux cris frénétiques de l'assistance (1).

Les églises furent fermées au culte protestant de novembre-décembre 1794 au 21 février 1795. On les dépouilla de tous les signes extérieurs et intérieurs du culte (2). La cloche ne sonna plus que le culte républicain français, la retraite et l'école aux heures fixées par les municipalités (3). A la

(1) A. Chenot. *Discours prononcé dans l'église d'Héricourt le dimanche 29 avril 1888*. Montbéliard, Barbier, 1888.

(2) L'an III, le 13 nivôse (2 janvier 1795), Etienne Bouthié-Leclerc, commissaire nommé pour le canton de Blamont par arrêté du conseil général du district de Doubs-Marat en date du 23 frimaire dernier pour faire enlever et disparaître tous les signes extérieurs et intérieurs du ci-devant culte, qui se trouveraient encore exister soit dehors, soit dans l'intérieur des temples pour les faire serrer en lieu de sûreté, jusqu'à ce que la Convention ait prononcé sur leur destination. Après cette exécution faite dans le temple de la commune de Seloncourt, en présence des citoyens Georges Galley, maire, Jean David Quaile, agent national et Pierre Coulon, le dit commissaire désigné s'est transporté avec les mêmes citoyens cy-dessus à la cy-devant sacristie pour y faire l'inventaire des linges et autres effets métalliques quelconque où il s'est trouvé après les recherches les plus exactes aussi en présence de Jean Pierre Nicolas, gardien depuis le 10 juillet 1790 (vieux stile) des dits linges et effets ci-dessous nommés. » *Seloncourt, Reg. mun.* — Ce 19 nivôse (8 janvier 1795), en exécution de l'arrêté du Représentant du peuple Sévestre, en date du 1^{er} de nivôse et à la réquisition de l'agent national de la commune, la municipalité de la commune de Clairegoutte a procédé à l'inventaire des objets qui ont été employés au service du culte de l'église du dit Clairegoutte ainsi qu'il suit : un ciboire, une patène et un calice d'argent pesant ensemble dix-huit onces et demie. Quatre pots, un demi-pot, un calice et une assiette d'étain pesant ensemble vingt-quatre livres treize onces et demie. Une vieille nape de naplerie avec une serviette aussi vieille et une autre moins usée. Lesquels objets ont été instamment remis par la municipalité à l'agent national près icelle et ont signé Tournier, Maire, etc. *Clairegoutte, Reg. mun.*

(3) A Clairegoutte (délib. 16 décembre) on sonnera la cloche pour la retraite à

séance du 8 pluviôse an III (27 janvier), le conseil général de Montbéliard ayant décidé que, malgré l'arrêté de Sevestre, la cloche serait sonnée à midi (1), Petitcolas écrit le jour même à l'agent national de la commune de Montbéliard : « Je te préviens que si tu permets que la cloche soit encore sonnée à midi, je serai forcé de te livrer aux tribunaux nonobstant toutes déterminations de l'administration dont tu trouverais bon de te prévaloir (2). »

Jusqu'à l'époque où les églises ont été fermées, nos ministres ont continué à exercer paisiblement leurs fonctions. Peu d'entre eux ont été inquiétés. Il n'y a eu que trois d'incarcérés ; encore leur arrestation n'a-t-elle duré que quelques jours, Perdritzet, ministre à Vandoncourt, Cuvier, ministre à Montécheroux, et Goguel, ministre à Saint-Maurice. On doit dire à leur louange qu'ils se sont conduits avec beaucoup de prudence et qu'ils ont évité de donner prise sur eux, soit par leurs discours, soit par leur conduite. Ils ont fait toutes les déclarations exigées par les lois. Quelques-uns ont été nommés agents nationaux dans leurs communes par les représentants du peuple et ont rempli les doubles fonctions de ministres et de commissaires du gouvernement de manière à ne mécontenter personne (3). »

8 heures du soir, pendant les 6 premiers mois de l'année et à 9 heures pendant les 6 autres. On la sonnera pour ouvrir le temple les jours de décadi à 10 heures du matin pendant les 6 premiers mois de l'année et à 9 heures pendant les 6 autres. A Seloncourt (délib. 28 décembre) on sonnera pour l'école du matin à 8 heures et pour celle du soir à midi. A Roches-lès-Blamont (délib. 3 février 1795) on sonnera pour la retraite et pour l'école.

(1) *Montbéliard. Reg. mun.*

(2) *Mémoire à Saladin.*

(3) Notes Morel. — En septembre 1794, le pasteur Parrot était agent national d'Abbévillers (Pièce signée par lui en cette qualité. Coll. Chenot.) — L'autorité

Sur la fin de 1794 « quatre des pasteurs avaient été congédiés par leurs paroissiens, d'eux d'entre eux parce qu'ils avaient manifesté des opinions jacobines et peu orthodoxes, Berger, de Valentigney (1) et Larcher, d'Etobon, les deux autres par caprice et sous de mauvais prétextes, Parrot, ministre à Abbévillers, et Cuvier, ministre à Etupes, par les paroissiens de sa filiale de Dampierre-les-Bois. Les procédés qu'on a tenus envers Parrot sont très durs. Les paroissiens l'avaient d'abord nommé tambour de la garde nationale de son village ; après l'avoir requis plusieurs fois en vain d'évacuer le presbytère, ses paroissiens imaginèrent un moyen infernal de le faire déguerpir. Ils ont pénétré en grand nombre dans la maison curiale et ont enlevé portes et fenêtres au milieu d'un hiver rigoureux, la femme du ministre étant alitée. Ils y restèrent ainsi 15 jours et n'en sortirent que sur un ordre légal ».(2)

Par contre, deux paroisses nouvelles s'étaient constituées, et cela en pleine terreur révolutionnaire. Nos populations étaient profondément attachées au culte chrétien et voulaient être desservies convenablement. En avril 1794, la commune de Champéy se sépara de celle de Trémoins dont elle était filiale et choisit pour desservant le pasteur Belor-

révolutionnaire centrale étant mécontente des communes qui négligeaient leurs devoirs, réquisitions, etc., etc., quatorze commissaires furent nommés pour stimuler leur zèle. Parmi les quatorze commissaires, il y a treize pasteurs. *Reg. de délib. du cons. gén. de Bethoncourt.*

(1) Un vieillard de Valentigney m'a dit tenir de son père que, le pasteur Berge, étant monté en chaire en bonnet rouge, pour commenter les lois, ses paroissiens après un avertissement, étaient sortis de l'église et l'avaient ainsi obligé à quitter la paroisse.

(2) Notes Morel.

ce. Le mois suivant, les habitants de Belverne appelèrent parmi eux le pasteur Duvernoy qui, après le départ de Larcher (19 novembre), se fixa à Etobon et desservit les protestants des deux villages. Ces pasteurs furent logés et rétribués par leurs paroissiens qui, bien que pauvres, se cotisèrent pour leur faire un traitement en céréales et argent. Lemouvement de création de paroisses nouvelles ne fit que s'accroître à partir du moment où l'Eglise fut officiellement séparée de l'Etat, ainsi que nous le verrons tout à l'heure.

Pendant le temps de la fermeture des églises, et déjà depuis le mois d'août, où la célébration du dimanche et les fonctions publiques avaient été interdites aux pasteurs, ceux-ci réunirent leurs paroissiens *en secret*, le dimanche, dans des maisons particulières, quelquefois même dans des granges, et y célébrèrent le culte dominical, y administrèrent les sacrements, y bénirent les mariages. Les réunions avaient parfois lieu de nuit et des gardes étaient apostés pour veiller à ce que l'assemblée ne fût pas surprise. On usait de toutes sortes de subterfuges pour dépisser les agents nationaux : les pasteurs se déguisaient, les femmes du Magny-d'Anigon cachaient leurs enfants dans des paniers de beurre et les apportaient pour être baptisés au pasteur Paur, de Clairegoutte (1). A Montbéliard même,

(1) A Bethoncourt, le dernier baptême public eut lieu le 10 novembre 1794. Dans la suite, les baptêmes eurent lieu secrètement. En voici la preuve : Judith-Elisabeth Monnier, née le 22 décembre 1794, « fut baptisée secrètement le même jour par le ministre soussigné, à cause de la persécution excitée contre l'Eglise par l'Assemblée conventionnelle de France. Elle fut représentée à l'église le 6 avril 1795... »
Signé : Masson. *Reg. Bethoncourt.*

les pasteurs exercèrent leurs fonctions *secrètement*, sans être dénoncés. Et pourtant, l'autorité avait l'œil ouvert. En transmettant à ses collègues du district l'arrêté du Comité de sûreté générale du 12 nivôse an 3 (1^{er} janvier 1795) Petitcolas leur écrivait le 14 janvier : « Chargé par l'arrêté ci-dessus du Comité de sûreté générale de m'opposer à tout rassemblement fanatique ou royaliste et d'en faire arrêter les auteurs, tu dois, citoyen, dans le cas où il s'en formerait de cette nature dans ta commune, m'en prévenir à l'instant. C'est sur ta vigilance particulière que je dois me reposer à cet égard, et dans tous les cas, ta responsabilité couvrirait la mienne. Je te rappelle à cette occasion l'Arrêté du Représentant du peuple Sevestre, en date du 1^{er} de ce mois. Tiens la main à l'exécution de ses diverses dispositions et notamment à celle de l'article 3 et ne permet pas que les cloches soient sonnées dans d'autres circonstances que celles indiquées par cet Arrêté. S'il venait à ma connaissance qu'il ne soit pas strictement exécuté, je serais dans la fâcheuse nécessité de te dénoncer à l'accusateur public, ainsi que le prescrit l'article 6 dudit Arrêté. Salut et fraternité (1). » Malgré ces défenses, et bien que placés sous la surveillance des autorités, quelques pasteurs, non contents de célébrer secrètement un culte interdit, poussèrent l'héroïsme jusqu'à recevoir sous leur toit des prêtres réfractaires de passage dans leur localité, soit qu'ils y vinssent pour visiter en secret leurs ouailles, soit qu'ils

(1) Collection Chenot.

se réfugiaissent en Suisse. Ce fut le cas de Larcher à Etobon, Tuefferd à Montbéliard et Méquillet à Héricourt.

Le culte républicain français ne suffisait pas à bien des gens. L'agent national de Dambenois avait permis de faire le cathéchisme aux enfants de l'école; celui de Bart avait demandé, au nom des habitants, le libre exercice du culte. Et les sympathies se réveillaient pour la maison de Wurtemberg. A Etupes la livrée du prince fut attachée au sommet d'un arbre avec des rubans aux couleurs wurtembergeoises. Au Magny-d'Anigon, l'arbre de la liberté fut renversé au milieu de propos inciviques : « Si cet arbre était en sève, il faudrait y greffer des cerises jaunes et noires (1). » Nos pères souffraient depuis moins longtemps que les catholiques sans doute, mais ils appelaient de tous leurs vœux une délivrance prochaine.

La délivrance arriva. Déjà dans sa séance de la deuxième sans culottide an II (18 septembre 1794) la Convention avait décrété, au nom du Comité des finances, sur la proposition de Cambon, que « la République française ne payait plus ni les frais ni les salaires d'aucun culte. » C'était là la préparation de la loi du 3 ventôse an III (21 février 1795) qui vint proclamer définitivement la liberté des cultes et la séparation des Eglises et de l'Etat. Elle portait :

1. Conformément à l'article VII de la Déclaration des droits de l'homme, de l'article CXXII de la Constitution, l'exercice d'aucun culte ne peut être troublé.

2. La République n'en salarie aucun.

(1) Tournier, *op. laud.*, p. 352.

3. Elle ne fournira aucun local, ni pour l'exercice du culte, ni pour le logement des ministres.

4. Les cérémonies de tout culte sont interdites hors de l'enceinte choisie pour leur exercice.

5. La loi ne reconnaît aucun ministre de culte ; nul ne peut paraître en public avec les habits, ornements ou costumes affectés à des cérémonies religieuses.

6. Tout rassemblement de citoyens pour l'exercice d'un culte quelconque est soumis à la surveillance des autorités constituées. Cette surveillance se renferme dans des mesures de police et de sûreté publique.

7. Aucun signe particulier à un culte ne peut être placé dans un lieu public, ni extérieurement de quelque manière que ce soit. Aucune inscription ne peut désigner le lieu qui lui est affecté. Aucune proclamation ni convocation publique ne peut être faite pour y inviter les citoyens.

8. Les communes ou section de commune, en nom collectif, ne pourront acquérir ni louer de local pour l'exercice des cultes.

9. Il ne peut être formé aucune dotation perpétuelle ou viagère, ni établi aucune taxe pour en acquitter les dépenses.

10. Quiconque troublerait par violence les cérémonies d'un culte quelconque ou en outragerait les objets, sera puni suivant la loi du 22 juillet 1791 sur la police correctionnelle.

11. Il n'est point dérogé à la loi du 2 des sans-culotides, deuxième année, sur les pensions ecclésiastiques, et les dispositions en seront exécutées suivant leur forme et leur teneur.

12. Tout décret dont les dispositions seraient contraires à la présente loi est rapporté ; et tout arrêté opposé à la présente loi, pris par les représentants du peuple dans les départements, est annulé. »

En vertu de la loi du 3 ventôse, les pasteurs ne pouvant rentrer dans les églises, à moins de les amodier, reprirent leurs services publics du dimanche *dans des maisons particulières* (1). A Montbéliard, le Conseil général de la commune, par arrêté du 26 mars « avait amodié un temple appartenant à la commune au citoyen Ferrand, qui avait annoncé le dessein de le destiner au culte dont les lois vien-

(1) Notes Morel.

nent d'autoriser l'exercice. Cet amodiateur fut invité à rendre la clef de ce temple, parce que le citoyen Petitcolas, ainsi qu'il en conste de la déclaration du procureur de la commune, avait menacé de requérir la gendarmerie de défendre l'entrée de ce bâtiment à tous ceux qui se présenteraient. Il n'avait cependant que le droit de faire déclarer nulle l'amodiation si elle lui paraissait illégale, et jusquelà, sans doute, le citoyen Ferrand devait être autorisé, avec ses concitoyens, à exercer leur culte dans un bâtiment qui, dès qu'il avait été amodié, cessait d'être un lieu public (1). » Néanmoins « les deux églises françaises de Montbéliard furent ensuite amodiées par des particuliers et rendues successivement à leur destination primitive (2). » Quant aux églises fermées aux pasteurs, elles continuaient à s'ouvrir chaque décadi pour le culte républicain. Celle d'Héricourt demeura temple décadaire et servit en même temps aux réunions politiques et administratives de la commune jusqu'au mois d'août 1803.

Un pareil état de choses ne pouvait être que provisoire. Protestants et catholiques réclamaient l'usage des édifices religieux en dépit de l'administration et de Petitcolas pour qui « les amodiations d'église sont le subterfuge qu'on a

(1) *Mémoire à Saladin*. — Voir les délibérations du 23 et du 26 mars. *Montbéliard. Reg. mun.*

(2) Voir la délibération du 31 mars. *Montbéliard. Reg. mun.* ... « On entra dans l'Eglise du faubourg, dite l'Eglise Saint-Georges le dimanche des Rameaux qui se trouvaient le 29 mars 1795 et l'on communia le jour de Pâques dans la dite église ; on n'y avait pas communie dès la Pentecôte de l'année précédente. On va à l'Eglise sans sonner et l'on enterre aussi les morts sans sonner. Les ministres font porter leurs manteaux et leurs petits colets dans l'Eglise, car il est défendu d'avoir aucun costume distingué d'autres personnes quelconques. » *Livre de raison du pasteur Belorce*.

trouvé pour s'en emparer ». Le 12 mai, le Directoire de district constatait qu'à la campagne le peuple « s'assemblait au son des cloches comme du passé (1) ». Nombre de municipalités se faisaient complices de leurs administrés et mettaient les églises à la disposition des pasteurs (2).

Le 11 prairial an III (30 mai 1795), la Convention nationale voulant assurer et faciliter de plus en plus le libre exercice des cultes, décrète :

1. Les citoyens de communes et sections de communes de la République auront provisoirement le libre usage des édifices non aliénés destinés originairement aux exercices d'un ou de plusieurs cultes, et dont elles étaient en possession au premier jour de l'an II de la République. Ils pourront s'en servir sous la surveillance des autorités constituées, tant pour les assemblées ordonnées par la loi, que pour l'exercice de leurs cultes.

2. Ces édifices seront remis à l'usage des dits citoyens dans l'état où ils se trouvent, à la charge de les entretenir et réparer ainsi qu'ils verront sans aucune contribution forcée.

3. (Relatif à Paris.)

4. Lorsque des citoyens de la même commune ou section de commune exerceront des cultes différents ou prétendus tels, et qu'ils réclameront concurremment l'usage du même local, il leur sera commun ; et les municipalités, sous la surveillance des corps administratifs, fixeront pour chaque culte les jours et heures plus convenables, ainsi que les moyens de maintenir la décence et d'entretenir la paix et la concorde.

5. Nul ne pourra remplir le ministère d'aucun culte dans les dits édifices, à moins qu'il ne se soit fait décerner acte, devant la municipalité du lieu où il voudra exercer, de sa soumission aux lois de la République. Les ministres des cultes qui auront contrevenu au présent article, et les citoyens qui les auront appelés ou admis seront

(1) Tournier, *op. laud.*, p. 361 et 362.

(2) A Champey, d'après le pasteur Belorce, « on n'a été que deux mois sans entrer dans l'église. » Fermée en décembre 1794, elle aurait donc été rouverte à la fin de février 1795. Viénot, *op. laud.*, p. 174. Il en fut de même dans plusieurs autres villages, notamment dans le canton de Blamont. Chenot, *op. laud.*, p. 233, note.

punis chacun de mille livres d'amende par voie de police correctionnelle.

6. Les municipalités et les corps administratifs sont chargés de l'exécution de la présente loi, et les procureurs généraux — syndics de département — en rendront compte au Comité de sûreté générale, de décade en décade.

En juin et juillet, les pasteurs prêterent le serment requis par la loi du 11 prairial (1) et rentrèrent de droit dans leurs églises.

La Constitution dite de l'an III, promulguée le 22 août 1795, proclama de nouveau la liberté des cultes et la séparation des Eglises et de l'Etat dans son article 154 ainsi conçu : « Nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi. Nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'aucun culte. La République n'en salarie aucun ». Enfin le décret du 7 vendémiaire an IV (29 septembre) vint régler *l'exercice et la police extérieure des cultes*. L'exercice en restait soumis à la surveillance des autorités constituées pour ce qui concernait la police et

(1) Cuvier, à Seloncourt, le 12 juin, Goguel, à Saint-Julien, le 14 juin. Voir Tournier, *op. laud.*, p. 363, note. Il leur en fut donné acte dans la forme suivante : « Aujourd'hui est comparu par devant le greffier de la Municipalité de Vallengney et Villers-la-Boissière, le citoyen Jean-Georges Surleau, lequel a déclaré qu'il se propose d'exercer le ministère du culte protestant évangélique selon la confession d'Augsbourg dans l'étendue de cette commune et a requis qu'il lui soit décerné acte de sa soumission aux lois de la République ; de laquelle déclaration il lui a été décerné acte conformément à la loi du 11 prairial de l'an 3. Fait en la maison commune, le 16 messidor an III (4 juillet 1795) ». *Reg. mun.* Le 1 vendémiaire an IV (23 septembre 1795), le citoyen Diény déclare à la municipalité de Roches qu'il se propose d'exercer, comme il exerçait déjà par ci-devant le ministère du culte connu sous la dénomination de culte chrétien évangélique suivant la confession d'Augsbourg dans l'étendue des communes de Roches, Autechaux et Ecurcey, formant son ancienne paroisse. Il signe sa déclaration : Diény, ministre du culte protestant. *Reg. mun.*

la sûreté publique et il était exigé des ministres la déclaration suivante à faire devant l'administration communale : « Je reconnais que l'universalité du peuple français est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la République. » Tous les pasteurs en fonctions prêtèrent ce serment (1). « On a dès lors exercé paisiblement le culte, mais sans le son des cloches et les ministres ne peuvent paraître en public avec leur costume ». (2)

Sous le régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et dès 1795, quatre nouvelles paroisses s'étaient constituées : Dampierre s'était séparé d'Etupes et avait pris pour pasteur Fallot, précédemment à Seloncourt ; Hérimoncourt s'était séparé d'Abbévillers et avait pris pour pasteur Larcher, précédemment à Etobon ; Chenebier s'était séparé d'Étobon et avait pris pour pasteur le candidat Morel, sortant du séminaire de Tuingue ; Vieux-Charmont et Sochaux s'étaient séparés de Saint-Martin de Montbéliard et avaient pris pour pasteur Lambercier. Les habitants pauvres de ces petits villages avaient à cœur d'entretenir leur culte et ses ministres, tant il est vrai que la liberté est favorable au développement de la vie religieuse. Ces paroisses nouvelles furent éphémères sans doute, mais n'y a-t-il pas là toutes sortes d'indications pour l'avenir (3) ?

(1) Diény, de Roches, le 29 octobre, Fallot, de Glay, le 30 octobre, P.-C. Morel, J.-G. Duvernoy, P.-C. Duvernoy. J.-F. Tuefferd et J.-F. Lalance, ministres du culte à Montbéliard, les 11 et 12 octobre, etc.

(2) Notes Morel.

(3) Roy, *op. laud.*, p. 40 et suiv.

Le 26 octobre la Convention tint sa dernière séance. Elle avait fait fausse route en proscrivant le Christianisme et en s'attaquant à la conscience religieuse. Le Christianisme est immortel et le domaine de la loi finit où commence celui de la conscience. Elle reconnut son erreur lorsqu'elle proclama la liberté des cultes. Elle devança l'avenir en proclamant la séparation des Eglises et de l'Etat.

CHAPITRE III

LE DIRECTOIRE

27 octobre 1795-9 novembre 1799

LE CONSULAT

10 novembre 1799-18 mai 1804

Le Directoire partagea la malveillance de la Convention à l'égard du clergé des deux cultes. La loi du 22 germinal an IV (11 avril 1796) portait : « ART. I. Tout individu qui, au mépris de l'article VII de la loi du 3 ventôse an III, ferait aucune proclamation ou convocation publique soit au son des cloches, soit de toute autre manière, pour inviter les citoyens à l'exercice d'un culte quelconque, sera puni, par voie de police correctionnelle, d'un emprisonnement qui ne pourra être moindre de trois décades, ni excéder six mois pour la première fois, et une année en cas de récidive. ART. II. Les ministres d'un culte qui feraient ou provoqueraient de pareilles convocations, ou qui, instruits de la publicité de la convocation d'une assemblée, y exerceraient quelque acte relatif à un culte seront punis, pour la première fois d'une année de prison ; en cas de récidive ils seront condamnés à la déportation. »

Profitant de la loi du 28 ventôse (18 mars 1796) qui portait création de deux milliards quatre cents millions de mandats territoriaux, le Directoire fit vendre par les administrations de département ceux des biens ecclésiastiques catholiques qui n'avaient pas encore été aliénés et qui avaient été déclarés biens nationaux par le décret du 2 novembre 1789. Le presbytère catholique de Tavey, avec les jardins, vergers, aisances et dépendances fut vendu le 11 août 1796 au citoyen Jean-Claude Corne, notaire à Esprels, soumissionnant pour la citoyen Rochet, maître de forge à Chagey, pour la somme de 5,600 frs. payables à la République entre les mains du receveur des domaines nationaux à Vesoul. Le presbytère catholique d'Héricourt fut vendu le lendemain 12 août, au citoyen Pierre Blandin, accusateur public à Vesoul, soumissionnant pour le citoyen Claude Nicolas Frézard, notaire à Héricourt, pour la somme de 5,300 frs. (1). Le presbytère catholique de Chagey fut aussi vendu à la même époque, ainsi que tout ceux des biens de fabrique catholiques qui n'avaient pas été aliénés en 1791. Ces ventes eurent lieu à Vesoul « en présence et du consentement du commissaire du Directoire exécutif. » Il dut en être de même dans le département du Doubs.

Après la découverte d'une conspiration royaliste et le coup d'Etat du Directoire du 18 fructidor an IV (4 septembre 1797), la liberté des cultes ne pouvait manquer d'être res-

(1) Le presbytère de Tavey est demeuré dès lors propriété particulière ; celui d'Héricourt fut racheté en 1842 par l'archevêque de Besançon et sert encore aujourd'hui de logement au curé. Le citoyen Rochet fut père du voyageur Rochet, d'Héricourt. Le notaire Frézard fut, avec le pasteur Kilg, le seul montbéliardais qui comparut devant le tribunal révolutionnaire de Paris. Lui aussi fut acquitté.

treinte. En vertu de la loi du 19 fructidor, tout les ecclésiastiques furent tenus de prêter le serment « de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III. »

Aucune loi n'avait autorisé la vente des biens appartenant aux églises protestantes de France. La loi des 1^{er} et 10 décembre 1790 avait même formellement exclu de la vente des domaines nationaux les biens possédés par les protestants des quatre seigneuries d'Héricourt, de Blamont, de Clémont et du Châtelot. Néanmoins, presque tous les prés et champs appartenant aux anciennes recettes ecclésiastiques furent abusivement considérés comme propriétés nationales et vendus de 1796 à 1799 au profit de l'Etat (1). Les presbytères eurent des destinées diverses. D'après les articles 5 et 6 du décret du 17 brumaire an III (7 novembre 1794), ils devaient être transformés en maisons d'école dans toute l'étendue de la République. Les cantons de Montbéliard, d'Audincourt et de Désandans faisaient partie du département du Mont-Terrible depuis 1797. En vertu d'arrêtés de l'administration centrale de ce département, les presbytères et fonds curiaux protestants y situés ne furent pas mis en vente et les pasteurs en conservèrent la jouissance paisible. Dans le département du Doubs (cantons de Blamont et de l'Isle) les presbytères qui furent réclamés par les municipalités pour maisons d'école ou pour un service public échappèrent à la vente. Ce fut le cas pour Glay, Seloncourt, Montécheroux, Saint-Maurice et Longe-

(1) Chenot, *op. laud.*, Pièces justificatives, n° 33.

velle ; transformés provisoirement en maisons d'école, les presbytères de ces localités furent au bout de quelques années, réoccupés par les pasteurs. Le presbytère de Blamont fut mis en vente et acheté par M. Kilg, dont les héritiers le revendirent en 1820 à la commune pour être remis à la disposition du pasteur. Ceux de Roches et de Vandoucourt furent aussi vendus mais rachetés par les communes et rendus aux pasteurs. Dans le département de la Haute-Saône (cantons de Clairegoutte et d'Héricourt) le seul presbytère de Clairegoutte échappa à la vente parce qu'il fut choisi pour le siège de l'administration cantonale ; le pasteur en reprit possession dans la suite. Tous les autres furent vendus à Vesoul ; ceux d'Héricourt, de Brevilliers et de Tremoins le 10 décembre, celui d'Etobon le 18 décembre 1797. Le presbytère d'Héricourt fut acheté par le pasteur Méquillet dont les héritiers le possèdent encore aujourd'hui. Ceux de Brevilliers et d'Etobon furent achetés par des particuliers pour le compte des communes qui les rendirent à leur première destination. Celui de Trémoin fut acheté par le pasteur Isaac Ferrand ; il fut revendu à la commune en 1820 par un membre de sa famille et remis à la disposition du pasteur (1).

La loi du 17 thermidor an VII (4 août 1798) ordonna la célébration du décadi comme jour de repos obligatoire pour tous les citoyens et fixa au quintidi le conge de toutes les écoles publiques et privées, Une autre loi, en date du 13 fructidor (30 août) décida, ART. 3, que « la célébration des

(1) Notes manuscrites de feu le pasteur Beurlin. (Biblioth. de Montbéliard).

mariages n'aurait lieu que le décadi », ART. 5, que « le décadi, il serait donné connaissance aux citoyens des naissances et des décès, des actes d'adoption et des divorces qui ont eu lieu durant la décade », ART. 7, que « le Directoire exécutif prendrait les mesures nécessaires pour établir dans chaque chef-lieu de canton des jeux et exercices gymniques le jour de la réunion décadaire des citoyens », ART. 18. que « les administrations municipales se rendraient en costume au lieu destiné à la réunion des citoyens et y donneraient lecture des lois et actes de l'autorité publique. » Pouvaient-on faire plus pour substituer au dimanche chrétien un dimanche laïque ? Aussi cette mesure, jointe à celles que nous avons énumérées précédemment contribua à accréditer le bruit que le gouvernement allait ordonner encore une fois la fermeture des églises et persécuter les ministres de la religion. Il n'en fut rien cependant et l'exercice des cultes n'était restreint que dans les limites légales (interdiction des sonneries religieuses et du port du costume ecclésiastique en public, prestation du serment), lorsque le coup d'Etat du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) vint mettre fin à la Constitution de l'an III et à l'autorité du Directoire et faire de la France une République consulaire aux pieds de Bonaparte.

Notre Eglise avait souffert dans son organisation autant que dans ses biens. Si ses dîmes avaient été abolies, si ses propriétés foncières avaient été vendues, son organisation trois fois séculaire avait subi de rudes atteintes. Le Conseil ecclésiastique de la principauté avait disparu avec le gouvernement du prince en 1793. Le surintendant ecclé-

siastique n'était plus que le *primus inter pares*. L'autorité centrale n'existait plus et l'absence de cette autorité était la source de bien des maux. « En 1797, chaque paroisse a son pasteur et ses anciens, mais ce Consistoire à peu près nul n'a plus aucunes autorité ecclésiastique. Le grand Consistoire de Montbéliard est supprimé, par le fait, plus de censure, d'excommunication. Conséquences : relâchement extrême dans les pratiques, dans la morale, dans la discipline ecclésiastique. Le droit de nommer les ministres appartient au peuple (1). Il nomme son pasteur comme il loue un berger. Il n'est ni examiné, ni ordonné, ni installé. Nous avons l'exemple d'une commune où, ne pouvant s'entendre, chaque parti salarie le sien comme il peut ; c'est Montécheroux ; l'un est Macler, de Montbéliard, l'autre Perdrizet, fils du ministre de Vandoncourt. Les ministres vivent de la grâce de Dieu et de la bonne volonté de leurs paroissiens dont plusieurs de ces ministres ont peu à se louer. Les revenus ecclésiastiques ont été séquestrés au profit de la Nation ; les dîmes, meilleure partie des revenus ecclésiastiques ont été abolies. L'état des écoles est déplorable, le gymnase est désorganisé faute de fonds. Les insti-

(1) Il en usait encore en 1803. « Les membres du Conseil municipal de la commune de Dasle soussignés réunis extraordinairement comme faisant provisoirement les fonctions de consistoire dans la dite commune, pour recueillir les suffrages des habitants de cette commune sur le choix d'un ministre pour pourvoir au remplacement de M. Perdrizet défunt, provisoirement et en attendant que le gouvernement y ait pourvu, Les susdits membres du Conseil ayant proposé aux dits habitants deux ministres, savoir : M. Morel fils, demeurant à Montbéliard, et M. Cuvier, ministre à Seloncourt. Toutes les voix des votants présents se sont portées en faveur de M. Cuvier, lesquelles voix réunies au nombre de quarante-six, sans y comprendre plusieurs autres qui ont déclarés particulièrement être contens du dit choix. De quoi

tuteurs n'ont plus aucune espèce d'autorité ou d'influence. On les nommes au rabais (1) ».

La Constitution de l'an VIII, promulguée le 13 décembre 1799, était muette quant à la religion. Mais quelques jours seulement après sa publication, les trois consuls Bonaparte, Cambacérès et Lebrun rendirent, sous la date du 7 nivôse an VIII (28 décembre) deux arrêtés portant que « les lois relatives à la liberté des cultes seraient exécutées dans leur forme et teneur, que les églises et temples continueraient à être ouverts les dimanches aussi bien que les décadis et que les citoyens des communes qui étaient en possession au 22 septembre 1793 d'édifices originairement destinés à l'exercice de la religion en useraient librement sous la surveillance des autorités constituées et aux termes des lois des 30 mai et 29 septembre 1795, pourvu, et non autrement que les dits édifices n'aient point été aliénés, cas auquel les acquéreurs ne pourraient être troublés ni inquiétés ».

La loi du 11 janvier 1800 n'exigea des ministres du culte que le serment de « fidélité à la Constitution ». Néanmoins, il demeure encore interdit, en vertu de loi du

nous avons dressé le présent procès-verbal pour être remis à l'avis de M. le surintendant comme chef des églises protestantes de Montbéliard, pour en décider selon sa sagesse d'après le choix des habitants de ladite commune. Fait à Dasle le vingt germinal l'an onze de la République française (10 avril 1803). Suivent les signatures. — Vote identique de l'assemblée générale des citoyens de la commune de Vandoncourt le 13 avril sous la présidence du maire. Sur 54 suffrages, le citoyen Cuvier, ministre à Seloncourt, a obtenu 48 suffrages, le citoyen Morel, à Montbéliard, 4, le citoyen Surleau, à Audincourt, 1. (Archives de l'inspection ecclésiastique de Montbéliard.)

(1) *Notes Morel*. — Il résulte d'une correspondance conservée dans les archives de l'Inspection de Montbéliard que dès la fin de 1801, les membres du consistoire des deux paroisses de Montbéliard adressèrent aux pasteurs de toutes les paroisses une circulaire dans laquelle ils dépeignaient « l'état déplorable

11 avril 1796 et d'arrêtés des administrations centrales des départements, « de rétablir les signes extérieures des cultes et de faire usage des cloches ou de toute autre espèce de convocation publique pour l'exercice de la religion (1) ». En prairial an VIII (juin 1800) parut la circulaire adressée par Fouché, ministre de la police générale, aux préfets des départements, en vertu de laquelle « devaient être admis à la déclaration de fidélité à la Constitution tous les ministres d'un culte quelconque, sans égard à leur état politique antérieurement au 11 janvier 1800 ». L'ère des afflictions et des persécutions pouvait être considérée comme close et Fouché pouvait dire dans sa circulaire : « Que les temples de toutes les religions soient ouverts : que toutes les consciences soient libres ; mais que leurs autels s'élèvent paisiblement à côté de ceux de la patrie et que la première des vertus publiques, l'amour de l'ordre, préside à toutes les cérémonies, inspire tous les discours et dirige tous les esprits. »

Fatiguée des excès du jacobinisme et des niaiseries du culte des théophilanthropes, la France avait soif de sécurité et désirait renouer la chaîne interrompue de ses tra-

où se trouve l'église » insistant « sur la nécessité d'y apporter un prompt remède ». Un plan de reorganisation accompagnait la circulaire. Voici ce plan :

A la tête de l'église seraient établis :

A) Un Consistoire général.

B) Un Consistoire central.

C) Un Comité d'examineurs.

Le *Consistoire général* se composerait du surintendant, d'un député laïque de chaque paroisse et d'un nombre de membres à déterminer, choisis par les électeurs laïques. Il serait convoqué par le Consistoire central et ne se réuni-

ditions religieuses. Les cultes étaient libres désormais, elle attendait leur réorganisation. Ce fut l'objet de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) (1).

rait qu'une fois par an pour entendre le rapport de ce dernier Consistoire. Il statuerait sur toutes les affaires graves.

Le *Consistoire central* devait se composer de deux ecclésiastiques et de quatre laïques élus par le Consistoire général. Il siègerait sous la présidence du surintendant et aurait la direction générale des affaires qui intéressent l'Eglise, il devait, en outre, statuer sur les plaintes à lui faites par les pasteurs ou les paroissiens, nommer aux cures vacantes sauf approbation du Consistoire général. Le surintendant était chargé de la surveillance des ecclésiastiques.

Le *Comité d'examineurs* se composerait de six ecclésiastiques, trois du Consistoire central et trois autres désignés par ce Consistoire. Convoqué par le Consistoire central, il avait pour but d'examiner les pasteurs qui désiraient exercer leurs fonctions dans le pays de Montbéliard. Les membres des deux Consistoires pourraient assister à l'examen.

Les réponses à la circulaire ne se firent pas attendre. Le 16 septembre, Boissard, de Désandans répondit que : « le désir de rétablir l'ordre dans l'église est le plus louable de tous, mais jamais ce désir ne parviendra à son but sans l'autorisation du gouvernement s'il n'est pas secondé par ce bras irrésistible, jamais on ne fera façon des paroissiens, ils en prendront plutôt occasion de tourner tous les efforts des pasteurs en dérision, ce qui ne ferait que dilater nos plaies ».

Le même jour, D.-F. Fallot, de Longeville déclare que « avant la Révolution, nos paroissiens étaient plus humbles et plus dociles, ils écoutaient avec plus de respect nos décisions. Aujourd'hui, tout est changé de face, vains, fiers, indociles, ils savent prendre des tons de suffisance, jeter des regards de dédain, arborer des hauteurs insultantes et méprisables et déjà les enfants marchent sur leurs traces. C'est donc en vain que nous ferons tous nos efforts pour remédier à tous ces maux, aussi longtemps que nos paroissiens nous salarieront, aussi longtemps que nous n'aurons pas été reconnus par le gouvernement et qu'il n'aura pas promulgué une loi en notre faveur ».

Grosrenaud, de Couthenans : L.-F. Fallot, de Beutal, G.-F. Fallot, de Glay et L.-F. Goguel, d'Abbévillers répondirent dans le même sens : pour réussir, il est nécessaire d'obtenir l'approbation du Gouvernement.

(1) Arrêté de l'Administration centrale du département de la Haute-Saône, du 24 janvier 1800. (Arch. par. d'Héricourt).

A Chenot. *De la réorganisation de l'Eglise luthérienne du pays de Montbéliard par la loi du 18 germinal an 10 Chateauroux, 1889* (extrait de la Revue du droit et de jurisprudence, t. V).

Le pasteur de Paris, G.-D.-F. Boissard, né en 1783, à Montbéliard où il avait vécu les années de la Révolution a résumé à l'avance mon travail dans les lignes suivantes par lesquelles je suis heureux de le terminer : « La fuite du prince et la conquête du Montbéliard par la France aux jours de la terreur révolutionnaire, porta le coup le plus funeste à la prospérité des églises et de l'instruction publique dans ce pays jadis si heureux. Le représentant du peuple qui y résidait ne s'occupa des temples que pour les fermer et en enlever les cloches, des écoles que pour y introduire le catéchisme républicain, des pasteurs que pour les épouvanter, du peuple que pour lui imposer d'énormes tributs, et pour faire dresser à ses yeux l'instrument de mort, qui heureusement resta sans exercice.

« Depuis cette fatale époque jusqu'à celle du gouvernement consulaire, les pasteurs plusieurs fois obligés de célébrer le culte dans les granges à côté de leur temple fermé, demeurèrent sans organisation, sans traitement, sans autres ressources que celles que leur offrit l'amour et l'attachement mérité de leurs pauvres paroissiens. Ils subirent avec un courage remarquable toutes les privations auxquelles les soumit cet état d'abandon, presque tous restèrent à leur poste, rouvrirent leurs temples, reprirent leurs fonctions dès que les circonstances le permirent et s'efforcèrent d'user de l'influence que leur donnaient leurs anciens services, leur caractère et une réputation sans tâche pour s'opposer à l'invasion de l'irrégion et de l'immoralité. Au milieu des jours les plus orageux, ils assis-

tèrent les habitants et les autorités constituées de leurs villages des conseils les plus utiles, et les avis que leur dictaient l'expérience et les lumières furent en toutes occasions reçus avec la plus respectueuse déférence. La loi du 18 germinal an X trouva donc les temples ouverts et pourvus de pasteurs, les écoles en activité, le culte public en plein exercice. Le gymnase de Montbéliard seul avait succombé, mais il a été relevé depuis par le concours des habitants les plus notables de la ville » (1).

(1) *Archives du Christianisme au XIX siècle*. Tome II, page 202.

Vu :

Le Président de la soutenance

S. BERGER

Vu :

le Doyen,

A. SABATIER

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

Avant propos.	7
-----------------------	---

CHAPITRE I

L'Assemblée constituante. — L'Assemblée législative (1789-1792)..	15
--	----

CHAPITRE II

La Convention (1789-1792).	31
------------------------------------	----

CHAPITRE III

Le Directoire. — Le Consulat (1795-1804)..	77
--	----



